

La première d'un souverain pontife dans le pays

VISITE HISTORIQUE DU PAPE LÉON XIV EN ALGÉRIE

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, hier, la disponibilité totale et inébranlable de l'Algérie à poursuivre sa coopération étroite avec l'État de la Cité du Vatican, afin de faire prévaloir l'esprit de compréhension, le dialogue, la coexistence et la coopération. De son côté, le pape Léon XIV a souligné que le peuple algérien n'a jamais cédé aux épreuves, car il est profondément enraciné dans les valeurs de solidarité, d'acceptation de l'autre et d'esprit collectif, louant son hospitalité et sa grande générosité.

Lire en pages 2 et 3



De Chicago au Vatican Parcours d'un religieux hors norme

Né le 14 septembre 1955 à Chicago, Robert Francis Prevost est aujourd'hui connu comme le pape Léon XIV. Il est le premier pape issu de l'Ordre de Saint-Augustin et le deuxième pape originaire du continent américain après François. Il a grandi dans une famille modeste. Son père était d'origine française et italienne, et sa mère d'origine espagnole. Il a fait ses études chez les Augustiniens puis à l'Université Villanova, où il a obtenu un diplôme en mathématiques en 1977. La même année, il entre chez les Augustiniens. Il devient prêtre en 1982 à Rome. Il poursuit aussi des études en droit canonique. Très vite, il part en mission au Pérou. Il y passe plusieurs années, surtout à Trujillo. Il y travaille comme prêtre, enseignant et responsable de formation. Il s'occupe aussi de paroisses dans des quartiers modestes. En 1999, il est nommé responsable des Augustiniens à Chicago. Puis, en 2001, il devient chef mondial de son ordre. Il est reconduit pour un second mandat en 2007. En 2014, il retourne au Pérou après sa nomination comme évêque de Chiclayo par François. Il est ensuite élu vice-président des évêques du pays. À partir de 2019, il commence à travailler au Vatican. En 2023, il devient préfet du dicastère pour les évêques. La même année, il est créé cardinal. En 2025, il est élevé à un rang plus important parmi les cardinaux. Il participe alors aux grandes décisions de l'Église. Après l'élection pontificale, Robert Francis Prevost prend le nom de Léon XIV et devient le nouveau chef de l'Église catholique. Son parcours est marqué par la mission, la formation et la responsabilité.

N. T.

LE MONDE A LES YEUX BRAQUÉS SUR L'ALGÉRIE

La visite de Léon XIV résonne bien au-delà du religieux

Le pape Léon XIV est arrivé hier en Algérie. C'est une première visite pour un pape dans le pays et dans la région. Cette visite attire l'attention, car elle ne concerne pas seulement la religion.

Elle porte aussi des messages politiques, culturels et symboliques. Elle intervient dans un contexte international tendu. De son côté, l'Algérie cherche à renforcer sa place sur la scène régionale et internationale à travers sa diplomatie. On ne peut pas comprendre cette visite sans regarder la situation mondiale actuelle. Le monde traverse plusieurs crises, notamment la guerre en Ukraine et les tensions avec l'Iran, avec des effets directs sur l'énergie. Dans ce contexte, l'Algérie apparaît comme un pays important pour l'Europe. Plusieurs responsables étrangers se sont déjà rendus à Alger. Et avec les perturbations autour du détroit d'Hormuz et la baisse des exportations de certains pays du Golfe, le gaz algérien est devenu essentiel pour plusieurs pays européens. C'est dans ce cadre que certains parlent de « génie » du timing. La visite du pape, qui est une figure morale mondiale, renforce l'image d'une Algérie stable et fiable dans une région instable. Elle donne aussi une image d'un partenaire qui va au-delà de l'énergie. Elle ouvre la porte à une relation basée sur le dialogue et le respect, et pas seulement sur les contrats. La visite a aussi une dimension historique. Le choix de la ville d'Annaba, ancienne Hippone, est important. Il renvoie à saint Augustin, né sur cette terre et considéré comme une grande figure de l'histoire religieuse et philosophique. Ce passage rappelle aussi que l'histoire de l'Algérie ne commence pas en 1830 avec la colo-



nisation française. Il montre que le pays a une histoire ancienne et riche. L'identité algérienne est multiple et construite sur plusieurs civilisations, bien avant l'époque coloniale. La visite intervient aussi dans un contexte de débat sur les libertés religieuses en Algérie. Le pays a été critiqué sur la question de certaines églises non autorisées et de l'activité missionnaire. La présence du pape peut être vue, par certains, comme une forme de « validation implicite » de la part du plus haut responsable de l'Église catholique. En même temps, les États-Unis maintiennent l'Algérie dans des listes de surveillance, ce qui montre des différences

d'approche entre les pays occidentaux et le Vatican. Ce débat ne concerne pas une opposition aux chrétiens. Il renvoie plutôt à deux visions différentes : celle de l'État algérien sur la sécurité et l'organisation des activités religieuses, et celle de certaines organisations internationales sur les libertés individuelles. Le pape, qui connaît bien la tradition augustinienne et la région, peut comprendre ces questions sensibles. Sa visite peut donc aider à calmer les tensions et à mieux faire comprendre les positions de chacun. Sous le slogan « Salam Alaïkum », conçu spécialement pour cette visite, se dessine une volonté de mettre en avant l'image

d'une Algérie fondée sur le dialogue, la coexistence et l'ouverture. En accueillant le pape Léon XIV, l'Algérie affirme sa souveraineté, sa stabilité et sa confiance en elle-même, tandis que le Vatican envoie un message clair : l'avenir de la Méditerranée repose sur la coopération et non sur l'affrontement. Sans produire nécessairement des résultats diplomatiques immédiats, cette visite est appelée à marquer durablement les perceptions internationales et à renforcer, sur le plan interne, la conscience d'une histoire algérienne plurielle et profonde. Et que l'Histoire en prenne acte.

N. T.

CHEMS-EDDINE HAFIZ, RECTEUR DE LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS : « Le choix de l'Algérie pour ouvrir cette tournée africaine n'est pas anodin »

Le recteur de la Grande mosquée de Paris, Chems-Eddine Hafiz, a qualifié la visite du pape Léon XIV en Algérie, d'événement inédit dans l'histoire, chargé à la fois de symboles spirituels et politiques. Invité de l'émission « L'invité du jour » sur la Chaîne 3 de la Radio algérienne, il a rappelé que cette visite de trois jours, organisée à l'invitation du président de la République Abdelmadjid Tebboune, a déjà suscité de nombreuses réactions, parfois positives, parfois critiques, notamment en France. Selon lui, il s'agit d'un déplacement « symbolique, spirituel et très politique également ». Il souligne que le pape Léon XIV s'inscrit dans la continuité de son prédécesseur, le pape François, qui souhaitait lui aussi se rendre en Algérie. Chems-Eddine Hafiz insiste sur la

portée de cette venue dans un pays majoritairement musulman. Il estime qu'elle met en avant la capacité de l'Algérie à accueillir l'autre et à gérer la diversité religieuse. Pour lui, cette visite montre aussi la place accordée aux minorités religieuses dans le pays et la réalité d'une coexistence ancienne. Il ajoute que cette rencontre a aussi une dimension politique, puisqu'elle intervient après la visite du président Tebboune au Vatican en juillet dernier. Le recteur de la Grande mosquée de Paris affirme par ailleurs que cette visite devrait être « fantastique » et qu'elle s'inscrit dans une démarche plus large du Vatican vers l'Afrique. Selon lui, le choix de l'Algérie pour ouvrir cette tournée africaine n'est pas anodin. Il estime que l'Algérie occupe une place particulière sur le

continent, qu'il décrit comme un « grand frère de l'Afrique », attaché à son rôle africain et à la coopération régionale. Il rappelle aussi que d'autres pays à majorité musulmane auraient souhaité accueillir le pape. Le choix de l'Algérie est donc, selon lui, un signal fort. Sur le plan des réactions en France, Chems-Eddine Hafiz explique que de nombreux responsables religieux se disent touchés par cette visite. Des évêques, des prêtres et des responsables d'Église lui auraient exprimé leur émotion face à ce déplacement en Algérie. En revanche, il affirme que des figures politiques issues de l'extrême droite et de l'ultra droite en France critiquent cette visite. Selon lui, elles y voient une forme de reconnaissance de la politique internationale du président Tebboune. Le pro-

gramme prévoit notamment des visites symboliques. Le pape doit se rendre au Sanctuaire du martyr. Pour Chems-Eddine Hafiz, ce passage rappelle la lutte de l'Algérie contre la colonisation et son histoire marquée par la résistance. Il se dit également satisfait de la visite annoncée de la Grande mosquée d'Alger, qu'il présente comme un lieu unique, abritant un centre de recherche sur le dialogue interreligieux. Il insiste enfin sur la portée symbolique de la présence du pape dans la salle de prière de la Grande mosquée d'Alger. Pour lui, ce geste doit être compris comme un message de dialogue et de reconnaissance de l'autre. Il conclut sur une idée simple : la différence religieuse ne doit pas empêcher de considérer l'autre comme un égal en humanité.

N. T.

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
Tél./Fax : 028 26 99 24
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :

NOURDINE BRAHMI

DIRECTEUR HONORAIRE :

ZAHIR MEHDAOUI

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.rcgic@anep.com.dz
Programation.rcgic@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.



LÉON XIV EST ARRIVÉ HIER MATIN À ALGER POUR UNE VISITE DE DEUX JOURS

Accueil officiel du pape Léon XIV par le président Tebboune

C'est un voyage apostolique rare, une visite papale à marquer d'une pierre blanche dans l'histoire plusieurs fois millénaire de l'Algérie, une terre de paix, de tolérance et de dialogue des civilisations.

PAR MAHDI B.

Jamais l'Algérie, qui a arraché son indépendance nationale par les armes, contrainte d'aller affronter l'une des plus grandes puissances militaires du 20^e siècle, n'a autant défendu les principes humanitaires de paix et de dialogue, dans le respect des croyances religieuses d'autrui. La visite de deux jours en Algérie du Pape Léon XIV est un moment majestueux dans cette politique des autorités algériennes, depuis le 1^{er} jour de l'indépendance nationale, d'élever le dialogue des civilisations au panthéon de la pensée humaine. A Alger, le président de la République Abdelmadjid Tebboune a réservé un accueil officiel, chaleureux, amical et plein d'émotions au souverain pontife, qui a déclaré, dans l'avion qui l'amenait en Algérie, que «c'est un voyage spécial, le premier que je souhaitais faire. Une occasion très importante de promouvoir la réconciliation et le respect des peuples». «Mon message, c'est l'Évangile, et je continue à m'élever avec force contre la guerre», dira-t-il à une question sur le conflit au Moyen-Orient. Un peu plus tard, et devant un auditoire plein d'attention, accroché sur ses lèvres sur les hauteurs d'Alger, à El Madania, aux pieds de Maqam Echahid où il a rendu les honneurs aux valeureux chouhadas, le souverain pontife confirme, dans son discours : «Je viens vers vous en tant que témoin de la paix et de l'espérance auquel aspire ardemment le monde et que votre peuple a toujours recherché.» «Votre peuple n'a jamais été vaincu par les épreuves car il était enraciné dans ce sens de la solidarité, de l'accueil et de la communauté.» Puis il explique : «Le profond sens religieux du peuple algérien est le secret d'une culture de la rencontre et de la réconciliation», car «dans un monde plein de conflit et d'incompréhension, rencontrons-nous et essayons de nous comprendre en reconnaissant que nous formons une seule famille». Auparavant, en prenant la parole, il lance, conquis par l'accueil chaleureux, humain qui lui a été réservé dès qu'il a posé les pieds dans cette noble terre d'Algérie : «Merci pour votre accueil chaleureux. Vous savez qu'en tant que fils spirituel de Saint-Augustin, je suis déjà venu deux fois à Annaba en 2001 et 2013. Je suis reconnaissant à la providence divine qui a voulu que je revienne

ici en tant que successeur de Pierre. Je viens parmi vous en pèlerin de paix, désireux de rencontrer le noble peuple algérien. Nous sommes frères et sœurs car nous avons le même père dans les cieux.» Le souverain pontife a été par ailleurs reçu au siège de la présidence de la République où il a rencontré les membres du gouvernement, avant de se rendre à la grande mosquée d'Alger.

« Votre voix a un sens particulier »

«La terre de l'Algérie, la terre de l'histoire, la terre de la rencontre des civilisations et la terre de l'authenticité profonde», explique de son côté le président Tebboune dans son allocution au centre culturel de Djamaa El-Djazaïr. «Votre présence représente un événement historique. Votre visite, la première visite d'un pape du Vatican est une belle visite qui revêt un caractère unique», et, «au nom de l'Algérie, je suis heureux de souhaiter la bienvenue à sa sainteté le pape sur la terre d'Algérie», poursuit le président Tebboune. «Je renouvelle à votre sainteté la disposition de l'Algérie pour continuer de travailler avec le Vatican pour promouvoir l'esprit de l'entente au lieu de la division et répandre l'esprit du dialogue au lieu de la confrontation», insiste-t-il, avant de souhaiter la «bienvenue à vous sainteté sur cette terre bonne qui a donné naissance à saint Augustin, votre père et l'un des plus grands érudits de la pensée humaine». «Il était l'évêque d'Hippone. Il est le fils de cette terre». «L'Algérie est fière de cet héritage de saint Augustin, comme elle est fière de l'héritage du fondateur de l'État moderne de l'Algérie, l'émir Abdelkader», déclare Abdelmadjid Tebboune qui a relevé que «votre voix a un sens particulier parce que votre personne incarne des valeurs humaines et des enseignements spirituels nobles. Vous êtes aujourd'hui un soutien pour la justice sociale dans un temps où nous constatons de grandes différences économiques entre le nord et le sud». Le président Tebboune, a ajouté : «Nous nous considérons comme vos partenaires pour porter cette mission noble. Vous êtes aujourd'hui un défenseur de la paix dans une période où les guerres grondent et menacent plusieurs régions dans le monde, notamment le Moyen-Orient.» Dès lors «nous demandons d'une seule voix, avec vous Sainteté, et

avec toutes les consciences libres dans le monde, de soutenir le peuple palestinien pour l'aider (...) et mettre un frein aux crimes qu'il subit et déclarer son droit à fonder un État indépendant.» Le souverain Pontife avait auparavant qualifié l'Algérie de «carrefour des cultures et des religions», ajoutant que c'est «un grand pays doté d'une grande histoire depuis l'époque de saint Augustin et bien avant». «L'Algérie a aussi connu une histoire douloureuse, marquée par des périodes de violence, mais vous avez su surmonter tout cela avec courage et honneur». Moment fort de son discours aux pieds de Maqam Echahid, cette phrase qui dénonce la violence et tous les seigneurs de la guerre pour une paix durable dans le monde et la fin des conflits : «L'avenir appartient aux hommes et aux femmes de paix. La justice triomphera toujours de l'injustice», «la violence n'aura jamais le dernier mot contrairement aux apparences», avant de soutenir l'Algérie dans la poursuite de sa mission de dialogue, notamment en tant que «carrefour de cultures et de religions, où le respect mutuel est la voie qui permet aux peuples de cheminer ensemble». Par ailleurs, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réservé lundi, au premier jour de la visite papale en Algérie, un accueil officiel au siège de la Présidence de la République à Sa Sainteté, le Pape Léon XIV. Ils ont pris une photo souvenir devant les représentants des médias nationaux et étrangers, après un premier tête-à-tête tenu au salon d'honneur de l'aéroport d'Alger. Le souverain pontife a achevé à la basilique Notre-Dame d'Afrique, sur les hauteurs d'Alger-ouest, sa première visite en Algérie avec la rencontre de la communauté catholique ainsi que de nombreux algériens venus le rencontrer. Aujourd'hui mardi 14 avril, le Pape Léon XIV doit sera à Annaba où il se rendra à la basilique de Saint-Augustin, sur les hauteurs de la Coquette. Ce voyage apostolique du pape Léon XIV en Algérie est mené sous le slogan «As Salam Alaykoum», un message de paix et de fraternité que celui qui se déclare «fils de saint Augustin» a voulu délivrer au peuple algérien. Rappelons que cette visite intervient à l'invitation faite au souverain pontife au mois de juillet 2025 par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, durant sa visite officielle en Italie. ■

Éditorial L'EXPRESS

CHARGÉE DE SENS

PAR BOUALEM B.

Il est des moments où l'Histoire semble marquer une pause pour nous rappeler l'essentiel. L'arrivée du pape Léon XIV à Alger, ce lundi, en fait partie. Accueilli avec chaleur et solennité par le président Abdelmadjid Tebboune à l'aéroport Houari-Boumediene, le souverain pontife n'est pas venu en simple visite protocolaire. Il apporte un message en faveur de la paix, du dialogue et de la fraternité dans un monde plein de bruits et de fureur. Dès ses premiers mots, le Pape a touché juste. En qualifiant l'Algérie de « carrefour des cultures et des religions », en saluant son riche patrimoine hérité de saint Augustin et bien avant, et en reconnaissant le courage avec lequel notre peuple a traversé les pages les plus douloureuses de son histoire, il a montré une réelle compréhension de ce que nous sommes. Ce n'est pas fréquent qu'un chef spirituel de cette stature rende un tel hommage à notre résilience et à la sagesse forgée par nos épreuves. Ce qui donne tout son poids à cette visite, c'est sa dimension profondément humaine. Au-delà des entretiens et du protocole, le Pape a placé son séjour sous le signe de la paix et du vivre-ensemble. « L'avenir appartient aux hommes et aux femmes de paix », a-t-il affirmé avec force. « La justice triomphera toujours et la violence n'aura jamais le dernier mot. » Ces mots prennent une résonance particulière quand on voit combien de régions, y compris à nos frontières, sont encore déchirées par la violence. Enracinée dans son identité, l'Algérie a toujours été une terre de dialogue authentique et respectueux. Cette visite le confirme une fois encore. Elle montre que notre pays demeure un espace de stabilité et un acteur crédible du rapprochement entre les peuples et les religions. Dans un temps où les extrémismes et les replis identitaires gagnent du terrain, l'Algérie continue de porter une voix de modération et de raison. Ce qui rend ce déplacement particulièrement précieux, c'est qu'il ne repose sur aucun intérêt étroit. Il s'inscrit dans une démarche purement humaniste, celle que le Saint-Siège défend depuis longtemps et que notre peuple incarne naturellement par sa générosité, sa solidarité et son attachement à la justice. Le Pape l'a bien perçu. Il a salué la fidélité et la chaleur du peuple algérien, un peuple qui, comme il l'a dit, « n'a jamais été vaincu par les épreuves ». Au moment où le monde semble parfois perdre le nord, cette poignée de main entre le président Tebboune et le pape Léon XIV, cette visite au Sanctuaire des Martyrs, ces discours empreints de respect mutuel, nous rappellent une vérité simple et forte : le dialogue entre les civilisations n'est pas une utopie. C'est une nécessité. Et l'Algérie, forte de son histoire plurimillénaire, de sa jeunesse pleine d'espoir et de son attachement indéfectible à la paix, reste prête à y contribuer.

CONSÉQUENCE DU BLOCAGE DU DÉTROIT D'ORMUZ

Les cours du pétrole repassent au-dessus de la barre des 100 dollars

Le pétrole s'envole à nouveau au-dessus des 100 dollars, porté par l'escalade des tensions entre Washington et Téhéran et la menace d'un blocage du détroit d'Ormuz. Les marchés redoutent désormais une perturbation majeure de l'approvisionnement mondial et un choc durable sur les prix de l'énergie.

PAR MAHREZ Z.

Les prix du pétrole sont repartis à la hausse hier, dans un contexte de fortes tensions géopolitiques au Moyen-Orient. La marine américaine se préparait à bloquer les navires à destination et en provenance d'Iran via le détroit d'Ormuz, une mesure qui pourrait restreindre les exportations de pétrole iranien après l'échec des négociations entre Washington et Téhéran pour mettre fin à la guerre. Dès l'ouverture de la journée de cotation, les prix du pétrole ont bondi de près de 8%, repassant au-dessus du seuil symbolique des 100 dollars le baril. Une hausse qui intervient après un recul des cours de l'or noir, la semaine dernière, suite à l'annonce d'un cessez-le-feu entre les deux parties. Une trêve qui est désormais compromise par l'escalade diplomatique et militaire menée par les États-Unis. Le prix du Brent a progressé hier à

plus de 102 dollars, en cours de cotation, après avoir clôturé en baisse de 0,75% vendredi, alors que le WTI américain a gagné environ 7 dollars, à plus de 103 dollars, après avoir reculé de 1,33% lors de la séance précédente. Le président Donald Trump a déclaré que la marine américaine allait bloquer le détroit d'Ormuz, ajoutant que le prix du pétrole et de l'essence pourrait rester élevé jusqu'aux élections de mi-mandat américaines de novembre, une rare reconnaissance des répercussions politiques potentielles de sa décision d'attaquer l'Iran il y a six semaines. La perturbation de la navigation dans le détroit d'Ormuz, par lequel transite près de 20% de l'approvisionnement mondial en pétrole a déjà eu des répercussions notables sur les marchés énergétiques mondiaux, les prix du gaz et du pétrole ayant franchi des seuils jamais égalés depuis plusieurs années. Les menaces américaines d'imposer un blo-



cus ciblant des ports iraniens marque une escalade majeure et sans précédent dans cette région stratégique, ce qui pourrait se répercuter plus lourdement sur le cours de l'or

noir dans les jours à venir. Les experts estiment que toute fermeture durable du détroit d'Ormuz pourrait entraîner une nouvelle flambée des cours, au-delà de 150 dollars, ou au

moins un maintien prolongé au-dessus des 100 dollars, avec des répercussions directes sur l'inflation mondiale et la croissance économique. ■

Les États-Unis menacent d'asphyxier l'Iran

Crise ouverte entre Washington et Téhéran

La guerre menée par les États-Unis contre l'Iran a franchi hier un nouveau cap dans le sillage de la décision américaine d'imposer un blocus naval au détroit d'Ormuz. Une décision qui vise à contrôler l'ensemble du trafic maritime lié à l'Iran, avec pour objectif d'asphyxier ses exportations, en particulier pétrolières. Prise dans la foulée de l'échec des négociations diplomatiques bilatérales, menées, il y a quelques jours au Pakistan, la décision américaine ouvre la voie à une nouvelle escalade de la crise

dans la région. Le cessez-le-feu qui avait mis fin, le 8 avril, à six semaines de frappes aériennes américaines et israéliennes avait permis l'ouverture de discussions diplomatiques, mais les positions sont restées inconciliables. Les États-Unis exigeaient un accès libre au détroit et des garanties strictes, tandis que l'Iran refusait toute concession jugée contraire à sa souveraineté. Après plusieurs heures de négociations, aucun accord n'a été trouvé, ce qui a ouvert la voie à de

nouvelles tensions. En décidant du blocus naval, les États-Unis, visent officiellement à contraindre Téhéran à revenir à la table des discussions, mais dans les faits, la mise à exécution de la menace risque de mener vers une guerre maritime totale autour du détroit d'Ormuz, passage stratégique par lequel transite environ un cinquième du pétrole mondial. L'Iran a dénoncé une mesure hostile et prévenu qu'il pourrait viser les intérêts américains et ceux de leurs

alliés dans la région, ce qui fait craindre un élargissement de la crise. Le conflit a débuté le 28 février 2026, lorsque les États-Unis, et Israël, ont lancé des frappes contre des installations stratégiques iraniennes. En réponse, l'Iran adopte une stratégie de riposte combinant actions militaires ciblées et perturbation du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz. Au cours du mois de mars, les États-Unis ont alors intensifié leurs attaques sans parvenir à faire plier l'Iran. Le blocus militaire

américain de tout le trafic maritime entrant et sortant des ports et zones côtières iraniens devait entrer en vigueur à 14h00 GMT. Le président américain Donald Trump a prévenu que tout navire iranien s'approchant du détroit serait «éliminé». Les alliés américains au sein de l'OTAN, dont la Grande-Bretagne et la France, ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas entraîner dans le conflit en participant au blocus, insistant plutôt sur la nécessité de rouvrir cette voie maritime stratégique. ■

M. Z.

ELLE UNIFIE SES FINANCES PUBLIQUES

La Libye s'accorde sur un budget commun

La Libye s'apprête à franchir un cap inédit, celui de l'unification de son budget. Une perspective rendue possible par un accord conclu entre les deux parties rivales. D'un côté, Tripoli et le gouvernement d'union nationale reconnu par la communauté internationale et de l'autre, Benghazi, siège d'une autorité concurrente adossée au Parlement de l'Est et aux forces du maréchal Khalifa Haftar. Fruit d'une médiation américaine, cet accord consacre l'adoption d'un budget commun par les institutions législatives des deux camps. Une avancée notable dans un pays fragmenté depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, où les efforts de règlement politique, malgré l'implication de l'ONU, de l'Union africaine, de puissances étrangères et des pays voisins, n'ont pas permis de progrès décisifs. Jusqu'ici, les deux entités administraient séparé-

ment un État profondément divisé. Leur rapprochement s'est amorcé progressivement, notamment autour de la banque centrale, dont l'unification récente a permis d'atténuer les tensions ayant perturbé le système financier. Les différends politiques entre l'Est et l'Ouest avaient en effet affecté le fonctionnement des institutions bancaires, provoquant une crise de liquidités. L'accord conclu a contribué à stabiliser la situation financière dans les deux régions. Malgré un climat politique toujours marqué par des rivalités persistantes et des ingérences extérieures, les protagonistes ont réussi à trouver un terrain d'entente sur un dossier stratégique : celui des hydrocarbures. Pendant longtemps, la production pétrolière libyenne a échappé à un contrôle rigoureux, alimentant des circuits de contrebande et accentuant à la fois les pertes financiè-

res et le déficit de crédibilité des autorités rivales, incapables d'assurer une gestion transparente des exportations. Désormais, les camps dirigés par Abdelhamid Dbeibah et Khalifa Haftar ont convenu d'organiser conjointement les exportations de pétrole et de répartir équitablement les revenus qui en découlent. L'unification du budget, annoncée dans un communiqué du gouvernement basé à Tripoli, apparaît comme l'aboutissement d'un processus progressif de rapprochement économique et financier entre les deux parties. Les autorités monétaires saluent une avancée vers l'harmonisation de la politique budgétaire et une meilleure maîtrise des dépenses publiques. Elles soulignent qu'il s'agit du premier consensus sur des dépenses unifiées à l'échelle nationale depuis plus de treize ans. L'accord a été signé par des représentants des

institutions des deux camps, traduisant une volonté, au moins partielle, de dépasser les clivages. Sur le plan économique, la reprise des exportations pétrolières sous contrôle institutionnel a permis d'atteindre un niveau de production d'environ 1,5 million de barils par jour, avec l'objectif de porter ce volume à 2 millions. Toutefois, malgré des réserves estimées à 48,4 milliards de barils, les plus importantes d'Afrique, le pays continue d'enregistrer des déséquilibres financiers depuis 2011. Les recettes restent limitées dans un contexte politico-sécuritaire instable, qui freine le fonctionnement normal de l'économie. Avec des revenus évalués à 22 milliards de dollars, la situation apparaît en deçà du potentiel énergétique du pays, tandis que le déficit budgétaire avoisine les 9 milliards de dollars, selon la Banque centrale. Le chef de gouver-

nement d'union nationale, Abdelhamid Dbeibah, a salué l'appui du conseiller de Donald Trump pour les affaires arabes et africaines, Massad Boulos, dont l'intervention a facilité les efforts de médiation. Il a toutefois insisté sur la nécessité de traduire cet accord en résultats concrets pour la population, soulignant que sa réussite dépendra de l'engagement réel de toutes les parties. Reste désormais l'enjeu majeur : transformer ces avancées économiques en dynamique politique durable. Pour les acteurs libyens comme pour la communauté internationale, notamment les États-Unis, il s'agit non seulement de préserver cette convergence fragile, mais aussi d'accélérer le processus devant conduire à la mise en place d'institutions élues, condition essentielle pour mettre fin à la crise de légitimité qui perdure depuis plus d'une décennie. ■

GÉNÉRALISATION DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES

Le SMSing pour moderniser l'administration

«Le secteur de l'énergie franchit une nouvelle étape cruciale dans sa transition numérique. Ce dimanche, le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé au siège du ministère une réunion de travail avec la Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, Meriem Benmouloud. Les deux ministres ont examiné les moyens de généralisation des solutions numériques pour moderniser le service public, a indiqué un communiqué du ministère.

PAR MERIEM K.

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé au siège du ministère, une réunion de travail avec la Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, Meriem Benmouloud. La réunion tenue, en présence de plusieurs hauts responsables et experts des deux parties et des organismes publics «intervient en application des orientations du Premier ministre, Sifi Ghrieb, liées à la coopération» entre le ministère de l'Energie et des Energies renouvelables et le Haut-commissariat à la numérisation.

La réunion a d'ailleurs été consacrée à l'examen des moyens de généralisation des solutions numériques, notamment la solution SMSing adoptée par l'opérateur énergétique Sonelgaz, pour l'échange et le traitement rapide des informations. Les solutions numériques de SMSing ou SMS en masse permettent en effet, aux entreprises et administrations d'envoyer des messages textuels professionnels, marketing ou transactionnels de manière automatisée. Ces plateformes offrent des fonctionnalités de personnalisation, de programmation et de suivi des performances en temps réel.

A cette occasion, M. Adjal a mis l'accent sur l'expertise et l'expérience du secteur en matière de numérisation, notamment à travers Sonelgaz, qui a développé et généralisé l'utilisation de nombreuses applications et solutions numériques importantes. Ces solutions numériques, poursuit le ministre, ont « considérablement » facilité l'échange et le traitement des informations en un temps record, tout en garantissant la sécurité de ces informations. M. Adjal a dans ce sens, souligné le haut niveau de



compétence des experts du groupe en matière de numérisation et de développement de systèmes d'information.

De son côté, Mme Benmouloud a salué l'efficacité de la solution numérique SMSing, qui permet un accès en temps réel aux informations concernant le secteur via des SMS internes sécurisés. Ces outils numériques, poursuit le ministre, accélèrent le traitement et la prise de décision par les responsables concernés dans

chaque secteur, contribuant ainsi à l'amélioration du service public offert aux citoyens dans différents domaines.

Depuis sa création en 2023, le HCN a été chargé de concevoir et de mettre en œuvre la stratégie nationale de la numérisation, en concertation avec les institutions, le secteur économique et la société civile, et répondre aux exigences du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui n'a de cesse d'enjoindre les parties concernées à achever le processus numérique dans tous les domaines. Cette institution veille à la concordance des plans des secteurs concernés dans le domaine de la numérisation avec la stratégie nationale de la numérisation, d'évaluer les réalisations de chaque secteur et de proposer les correctifs nécessaires, selon des indicateurs de performance en lien avec la numérisation et d'assurer la concordance de la stratégie nationale de la numérisation avec les exigences de la sécurité des systèmes d'information, en coordination avec les parties compétentes ■

LUTTE CONTRE LA DROGUE

D'importantes quantités saisies par l'Armée au mois de mars



Le ministère de la Défense nationale a dévoilé, dans un communiqué publié dimanche, le bilan opérationnel de l'Armée nationale populaire pour le mois de mars 2026, faisant état de résultats significatifs dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée.

Selon le communiqué, 9 terroristes ont été neutralisés, tandis que 2 autres se sont rendus aux autorités. Par ailleurs, 17 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande, 1.572 personnes ont été interpellées, ainsi que 155 trafiquants de drogue et 1.748 migrants clandestins de différentes nationalités.

S'agissant de la lutte contre la criminalité organisée, les unités de l'armée ont saisi 112 kg de cocaïne et 6.285.431 comprimés psychotropes, ainsi que 156.761 litres de carburant. Elles ont également récupéré 30,67 quintaux de kif traité, 3 détecteurs de métaux, 386 marteaux-piqueurs et 688 groupes électrogènes. Concernant les moyens matériels, 39 armes à feu ont été récupérées et 140 véhicules de différents types ont été saisis. Le ministère de la Défense nationale a souligné que ces résultats reflètent les efforts continus des différentes unités de l'armée pour préserver la sécurité et la stabilité, et lutter contre toutes les formes de menaces sur l'ensemble du territoire national. ■

Olympiades africaines d'intelligence artificielle

Les Algériens raflent quatre médailles

« Les élèves algériens ont raflé quatre médailles à la première édition des Olympiades africaines d'intelligence artificielle (AOAI 2026) qui se sont tenues les 11 et 12 avril à Tunis. Ces résultats ne sont pas le fruit du hasard. Ils reflètent une nouvelle dynamique au sein de l'école algérienne, qui mise désormais sur la détection précoce des talents et l'introduction des disciplines technologiques de pointe », selon le ministère de l'Éducation.

Les élèves du lycée des mathématiques Mohand-Mokhbi (Alger-Centre) ont particulièrement brillé : Bouabdallah Rostom Mohamed Kamel, sacré champion d'Afrique (1^{re} place) avec une médaille d'or. Khalifi Mohamed Alaeddine a décroché la 2^e place africaine (ex æquo) et s'adjuge également une médaille d'or. Ainsi que Nesrine Maâzouz qui s'est classée à une honorable 4^e place continentale, remportant une médaille d'argent. Le succès de l'équipe a été complété par la performance de Bouricha Sofiane, du lycée Oudni-Omar (Draâ El Mizan, Tizi Ouzou), qui s'est adjugé une médaille d'argent, portant le bilan total à 2 médailles d'or et 2 médailles d'argent.

Ce succès a été salué par le ministère de l'Éducation nationale, qui a adressé ses félicitations aux lauréats, exprimant sa fierté face à ce qu'il qualifie de « preuve de la vitalité du système éducatif algérien ». Ces résultats ne sont pas le fruit du hasard. Ils reflètent une nouvelle dynamique au sein de l'école algérienne, qui mise désormais sur la détection précoce des talents et l'introduction des disciplines technologiques de pointe.

Une école qui croit en la compétence et qui ouvre aux élèves les perspectives de la créativité et de l'excellence», a ajouté le ministre, soulignant que « le plus grand défi aujourd'hui est de faire de l'école un espace favorisant la réflexion et la créativité ».

Ces distinctions mettent également en lumière « les efforts concertés déployés par les enseignants et les encadreurs au profit des élites scolaires, au sein d'un environnement éducatif stimulant l'excellence et soutenu par un accompagnement pédagogique continu ». Elles sont aussi considérées comme « le fruit d'une politique nationale clairvoyante qui accorde une importance stratégique à l'investissement dans le capital humain, à travers le parrainage des élites scolaires, le renforcement de l'égalité des chances dans l'accès aux parcours d'excellence, et l'ancrage de la culture de la performance scientifique en milieu scolaire ».

Dans ce contexte, le communiqué a souligné que l'État algérien, sous la direction du président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, veille à « préparer une génération maîtrisant les outils du savoir moderne, capable de suivre le rythme des transformations technologiques et de contribuer activement à l'édification d'une économie nationale fondée sur l'innovation ».

CSJ : Les jeunes appelés à s'engager dans les prochaines échéances électorales

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a appelé, dimanche à Alger, les jeunes à s'engager activement dans les prochaines échéances électorales pour renforcer leur présence sur la scène nationale.

Dans son allocution à la clôture officielle des travaux de la 1^{ère} session de l'Assemblée générale (AG) ordinaire du CSJ, organisée les 11 et 12 avril au Centre international de conférences (CIC), Abdelatif Rahal, M. Hidaoui a appelé les jeunes à « s'engager activement » dans les prochaines échéances électorales qui constituent « une épreuve pour le système national de la jeunesse qui a œuvré à ancrer et à renforcer

le concept de participation, à travers les différentes manifestations et rendez-vous organisés ». M. Hidaoui a affirmé l'importance de participer à ces échéances à travers la candidature, l'élection et la présence aux différentes assemblées élues pour renforcer « la participation des jeunes et contribuer à construire le présent et l'avenir du pays », au regard de l'importance particulière accordée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à cette catégorie, en leur permettant d'accéder aux différents domaines, notamment économique et politique.

Concernant les recommandations de l'AG du Conseil, le ministre a cité

« l'élaboration du rapport soumis annuellement au président de la République qui interagit avec les différentes propositions et projets soulevés », ce qui reflète « la volonté de l'Etat de promouvoir la place des jeunes et de renforcer leur participation active aux différents domaines de la vie ».

Après avoir souligné l'importance de « sensibiliser les jeunes et de s'engager dans tout ce qui est à même de renforcer la cohésion nationale et le front interne », à la lumière des « défis internationaux et régionaux que connaît le monde », M. Hidaoui a salué « les efforts des différents appareils sécuritaires et civils qui œuvrent à la protection de la patrie ».

Sonelgaz

Un plan proactif pour garantir l'approvisionnement en électricité en été

Sonelgaz a lancé un plan d'envergure en prévision de l'été 2026, visant à garantir un approvisionnement continu en électricité et à améliorer la qualité du service grâce à une augmentation de sa capacité de production de plus de 1 855 mégawatts et au renforcement de ses réseaux de transport et de distribution.

FATIHA AMALOU.

Cette mesure a été présentée lors d'une réunion nationale consacrée à l'évaluation des résultats de 2025 et au suivi des préparatifs pour la saison estivale, tenue sous la présidence du ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal. Selon un communiqué publié sur la page officielle facebook de Sonelgaz, cette stratégie s'appuie sur des prévisions de demande nationale supérieure à 22 000 mégawatts. Le programme d'investissement prévoit la mise en service de 58 nouvelles lignes de transport d'électricité avant l'été, ainsi que la mise en service de 644 postes de transformation moyenne et basse tension et l'achèvement de plus de 1 640 kilomètres de réseau de distribution. Ces mesures permettront d'améliorer la stabilité du réseau national et la qualité du service fourni aux citoyens. Le plan prévoit également le renforcement de la capacité de production dans les provinces du sud, en fonction de leurs besoins spécifiques, l'extension des réseaux de distribution et la mise en œuvre de mesures spéciales pour garantir un approvisionnement énergétique continu, notamment dans les zones à forte demande lors des pics de consommation. Parallèlement, Sonelgaz a intensifié ses opérations de maintenance préventive, renforcé la disponibilité de ses équipes techniques et son système de roulement, et lancé un plan de communication pour accompagner ses clients et anticiper les situations exceptionnelles.

Dans ce contexte, le ministre a qualifié les performances de Sonelgaz en 2025 de « très satisfaisantes », soulignant la nécessité d'accélérer

le rythme des projets prévus afin de répondre à la demande croissante, témoignant du dynamisme économique du pays. Sonelgaz a enregistré des progrès significatifs en matière de raccordement des exploitations agricoles en 2025, avec 96 171 parcelles électrifiées. Aussi, 108 748 foyers ont été raccordés à l'électricité, soit un taux de réalisation proche de 100 %, et 376 440 foyers au gaz, soit un taux de réalisation de 98 %. En outre, 43 zones industrielles sur les 50 prévues ont été raccordées à l'électricité, et 29 au gaz. Par ailleurs, 102 zones d'activité ont été raccordées à l'électricité et 71 au gaz, dans le cadre des efforts déployés pour soutenir le développement économique. En matière de sécurité, Sonelgaz a poursuivi son programme d'installation de détecteurs de monoxyde de carbone, avec plus de 17,6 millions d'appareils déjà installés et un objectif de 22 millions d'unités pour 11 millions de foyers. Ce déploiement a coïncidé avec le lancement de la production locale de ces détecteurs. Concernant le projet d'interconnexion électrique Nord-Sud, la première phase, couvrant 894 kilomètres entre Hassi R'mel et Adrar, a été réalisée à 37 % d'avancement, avec la participation de 38 entreprises algériennes. Au niveau des indicateurs globaux, le nombre de clients en électricité a dépassé 12,6 millions, avec un taux d'électrification proche de 99 %, tandis que la fourniture de gaz a atteint environ 70 %. Sur le plan financier, Sonelgaz a réalisé un chiffre d'affaires de 496 milliards de dinars en 2025, pour des investissements de 463 milliards de dinars et des exportations d'une valeur de 221 millions d'euros. Dans le cadre des efforts visant à améliorer l'accès aux services pour les citoyens, le ministre a annoncé la création de six



plateformes régionales Sonelgaz à Alger, Constantine, Blida, Oran, Béchar et Ouargla, ainsi que la poursuite des initiatives de numérisation pour atteindre l'objectif « zéro transaction papier » d'ici fin 2026. Par ailleurs, et dans le domaine de la numérisation du secteur, le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables s'est entretenu avec le Haut-Commissariat à la numérisation dans le but de dynamiser les indicateurs de service public et à généraliser l'utilisation de la solution numérique SMSing, adoptée par Sonelgaz pour l'échange et le traitement rapide des informations. La réunion visait à étudier la possibilité d'étendre cette solution numérique à tous les secteurs. M. Adjal a évoqué l'expérience du secteur, notamment grâce à Sonelgaz, dans le développement et la mise en œuvre de nombreuses applications et solutions numériques importantes. Ces solutions ont considérablement facilité l'échange et le traitement des informations en un temps record, tout en garantissant leur sécurité.

Travaux publics RÉUNION DE SUIVI DES PROJETS DU SECTEUR ET DU PROGRAMME 2026

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, dimanche, par visioconférence, une séance de travail consacrée au suivi de l'état d'avancement des projets du secteur, et du programme de l'année 2026, indique un communiqué du ministère. La réunion a regroupé les directeurs des travaux publics de plusieurs wilayas du pays, en sus des cadres centraux du ministère et des directeurs généraux des établissements sous tutelle, précise la même source, rapporte l'APS. Lors de cette rencontre, un exposé a été présenté sur la situation des projets inscrits au titre de l'année 2026 et ceux en cours de réalisation à travers les wilayas, notamment dans les domaines du développement et de la maintenance des réseaux routier, ferroviaire, portuaire et aéroportuaire, ainsi que du transport guidé, outre l'assainissement de la nomenclature des opérations d'investissement sectoriel. Les travaux ont également été consacrés à l'examen du niveau d'avancement des projets en cours de réalisation, et à la présentation des opérations programmées dans le cadre du programme 2026, avec l'évaluation de leur état et la prise de décisions nécessaires à leur achèvement. Dans ce cadre, le ministre a insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation des projets et de respecter les délais contractuels, appelant à l'actualisation et à l'évaluation des opérations pour y statuer définitivement. Il a, en outre, ordonné le renforcement des mécanismes de suivi à travers la mise en place de commissions sectorielles, en coordination avec les autorités locales, tout en conférant davantage de flexibilité à la gestion des projets, afin de lever les obstacles sur le terrain et d'améliorer l'efficacité de l'exécution. M. Djellaoui a également souligné l'importance d'accélérer la réalisation des projets dans les wilayas du Sud, notamment ceux en lien avec d'autres secteurs, en vue de renforcer l'intégration en matière de développement, appelant à accélérer le traitement des entraves enregistrées et à prendre les mesures nécessaires pour y remédier dans les meilleurs délais, conclut le communiqué.

Par ailleurs, M. Djellaoui, a présidé, une séance de travail consacrée à l'examen de l'état d'avancement de la réalisation des projets des pénétrantes autoroutières, a indiqué un communiqué du ministère. Cette rencontre, tenue au siège du ministère, en présence de ses cadres centraux, ainsi que du DG de l'Algérienne des autoroutes (ADA) et de ses cadres, a permis d'évoquer un ensemble de solutions et de mesures concrètes, notamment des mesures pour lever les obstacles entravant ces projets, selon la même source.

R.E.

Pétrole:

LES COURS DU BRUT GRIMPENT

Les prix du pétrole ont rebondi au-dessus de 100 dollars le baril, hier, après l'échec samedi de premières négociations entre Washington et Téhéran depuis l'annonce d'un cessez-le-feu de deux semaines, selon zone-bourse. Le contrat à terme sur le pétrole Brent de la mer du Nord pour livraison juin grimpe de 7,4% à 102,25 dollars le baril à 04h50 GMT. Il

avait reflué jusqu'à près de 90 dollars après l'annonce de la trêve jeudi dernier. Celui sur le pétrole brut léger américain bondit de 8,4% à 104,69 dollars le baril. Le marché est désormais largement revenu à ses conditions d'avant le cessez-le-feu, sauf que les États-Unis bloqueront désormais également les flux restants, jusqu'à 2 millions de barils par jour, liés à l'Iran et transi-

tant par le détroit d'Ormuz», souligne Saul Kavonic, responsable de la recherche chez MST Marquee. «Le retour à des prix à trois chiffres, soit la hausse de la prime de risque géopolitique qui s'était brièvement estompée lors des précédentes séances avec le cessez-le-feu, semble justifié», ajoute-t-il.

R.E.

Hydrocarbures

Arkab insiste sur l'approvisionnement en produits énergétiques

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a coprésidé, dimanche à Alger, avec la ministre, Haut-commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud, une réunion de coordination consacrée à l'examen d'un projet de système d'information destiné au suivi de l'approvisionnement du marché national et à la garantie du bon fonctionnement du service public, indique un communiqué du ministère, selon l'APS. Intervenant en application des instructions du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, données lors de la réunion du Conseil interministériel tenue le 9 avril, cette réunion a permis d'évoquer les voies et moyens de concrétiser ce projet, notamment

dans son volet relatif à l'amélioration du service public et à la garantie de l'approvisionnement du marché national en carburants et en divers produits pétroliers, en sus de la continuité de l'approvisionnement en eau dessalée. Ont assisté à cette réunion le PDG du groupe Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) Amine Remini, le PDG de Naftal, Djamel Cherdoud, et le PDG de l'Entreprise algérienne de dessalement de l'eau (EADE), M. Lahcene Bada, ainsi que des représentants de différents corps de sécurité et de cadres des secteurs des hydrocarbures et de la numérisation. Lors de cette rencontre, l'accent a été mis sur l'importance de la mise en place d'un système

d'information intégré visant à améliorer l'efficacité de la production et de la distribution, tout en renforçant les capacités d'anticipation dans la prise de décision, afin de prévenir une éventuelle perturbation de l'approvisionnement du marché national. Il a été procédé à cette occasion à la présentation des mécanismes numériques en cours de développement par le Haut-commissariat à la numérisation, notamment en matière de gouvernance des données, de réseau souverain et d'interopérabilité, permettant de relier les différents secteurs ministériels à des systèmes d'information unifiés et d'améliorer le suivi des chaînes de production et de distribution. Dans ce contexte, M. Arkab a mis en avant le caractère stratégique

de ce projet pour le renforcement de la sécurité de l'approvisionnement en produits énergétiques, insistant sur la nécessité de consolider la coordination entre les différents intervenants et d'accélérer sa mise en place conformément aux normes techniques en vigueur. Pour sa part, Mme Benmouloud a réaffirmé l'engagement du Haut-commissariat à la numérisation à accompagner le secteur des hydrocarbures dans la concrétisation de ce projet, à travers la mise au point de solutions numériques innovantes et la valorisation des données, de manière à renforcer la souveraineté numérique nationale et à améliorer la qualité des services fournis aux citoyens.

R.E.

SONAREM

Convention de partenariat avec l'ESSA

Dans le cadre du renforcement de ses actions de coopération et de développement des compétences, SONAREM (Société nationale du fer et de l'acier) Ettakwine, a procédé à la signature d'une convention de partenariat avec l'École Supérieure Algérienne des Affaires (ESAA).



FATIHA A.

Cette convention traduit la volonté commune des deux parties d'instaurer un cadre structuré de collaboration dans les domaines de la formation, ainsi que de la coopération scientifique, technique et technologique.

À travers cet accord, Sonarem Ettakwine et l'ESAA entendent développer des synergies durables, axées sur le partage d'expertise, le renforcement des compétences et la promotion de l'innovation, contribuant ainsi au développement et à la modernisation du secteur.

La SONAREM (Société nationale du fer et de l'acier) est le pilier central de la stratégie minière algérienne, jouant un rôle crucial dans la diversification économique hors hydrocarbures. Par la valorisation des gisements (phosphate, fer, or, zinc), elle vise à remplacer les importations, créer de la valeur ajoutée locale.

Le groupe a pour missions principales l'exploration, l'exploitation, et la valorisation des ressources minières (or, fer, marbre) pour réduire les importations. Il vise à maîtriser l'amont minier, améliorer la gouvernance de ses filiales et développer des partenariats internationaux.

SONAREM pilote des projets d'envergure nationale comme l'exploitation du minerai de fer de Gara Djebilet (Tindouf), les mines de phosphate (Tébessa) et l'exploitation du zinc et du plomb à Oued Amizour (Béjaïa). Les missions clés de SONAREM se structurent autour de plusieurs axes. Il s'agit entre autres de la recherche de nouveaux gisements et l'exploitation des mines et carrières nationales, avec des projets majeurs comme l'or à Tamanrasset et le minerai de fer de Gara Djebilet, et la transformation des matières premières pour augmenter leur valeur ajoutée et réduire la dépendance aux importations.

Par ailleurs, la SONAREM investit dans l'étude technique, la R&D, et collabore avec des partenaires internationaux (ex: Inde, Tchad) et des entreprises chinoises pour développer des

infrastructures. À travers ses filiales, elle assure des missions de conseil et d'expertise dans le secteur minier, ainsi que la formation de son capital humain et le développement des activités d'enrichissement des minerais pour augmenter leur teneur et réduire les impuretés.

La SONAREM, dont la restructuration depuis les années 2020 marque un nouveau souffle, joue un rôle central dans la relance du secteur minier algérien et la souveraineté économique.

En 2025, le Groupe industriel minier a renforcé son rôle stratégique, marqué par des partenariats internationaux pour l'exploitation minière (or, cuivre, manganèse) et des accords en Afrique (165 M\$ signés lors de l'IATF 2025). Le groupe accélère ses projets structurels, notamment le fer de Gara Djebilet, visant une exploitation début 2026.

Le SONAREM a réalisé 200 millions de dollars d'exportations en 2024, dont la majorité provient des exportations de phosphate, avec plus de 193 millions de dollars.

F.A.

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

Un dispositif exceptionnel pour la régularisation fiscale volontaire

La Direction Générale des Impôts (DGI) a annoncé hier, dans un communiqué, que l'ensemble des personnes physiques et morales se trouvant en situation irrégulière vis-à-vis de leurs obligations fiscales et souhaitant régulariser leur situation, que conformément aux dispositions de l'article 93 de la loi de finances pour l'année 2026, un dispositif exceptionnel a été mis en place permettant la régularisation fiscale spontanée et volontaire des sommes non déclarées, en les soumettant à un impôt unique libérateur fixé à 8%. Bénéficiaire de ce dispositif exceptionnel les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en Algérie et les personnes morales soumises au droit algérien, qu'il s'agisse d'une société commerciale ou civile, ainsi que des établissements publics et autres coopératives.

Sont également concernés par ce dispositif les personnes physiques ou morales non identifiées auprès de l'administration fiscale ; les personnes physiques ou morales identifiées

après de l'administration fiscale mais n'ayant pas rempli leurs obligations fiscales et les personnes physiques ou morales qui déposent régulièrement leurs déclarations fiscales, qui sont entachées d'insuffisances en ce qui concerne les bases déclarées. La DGI précise que les cas qui sont exclus de ce dispositif exceptionnel sont les sommes issues d'activités constituant des infractions pénales, notamment en celles liées au blanchiment de capitaux lié au financement du terrorisme et les entreprises relevant de la Direction des Grandes Entreprises ; les entreprises individuelles et les sociétés dont le chiffre d'affaires annuel est égal ou supérieur à 2 000 000 000 DA au 31/12/2025.

Il s'agit aussi des établissements exerçant dans les secteurs pétrolier et parapétrolier ; les sociétés soumises au droit algérien et ayant un capital étranger, en totalité ou en partie ; les entreprises étrangères n'ayant pas d'installation professionnelle permanente en Algérie ; les fabricants et les distributeurs de produits tabagiques ; les fabricants, artisans et commerçants

de pierres précieuses et de métaux précieux et les établissements de distribution contractant avec des sociétés de téléphonie mobile.

Le bénéfice de ce dispositif s'effectue par la souscription d'une déclaration en deux exemplaires auprès de la recette des impôts compétente territorialement, laquelle peut être téléchargée via le site web de la Direction Générale des Impôts : mfdgi.gov.dz, et par le paiement de l'impôt unique libérateur fixé à 8%, en un seul versement, sans application de sanctions fiscales, et ce au plus tard le 31 décembre 2026. «Il n'est pas exigé des personnes concernées par ce dispositif de fournir quelconque document justificatif lors du dépôt de leur déclaration auprès de la recette des impôts», ajoute la DGI dans son communiqué.

A cet effet, la Direction Générale des Impôts invite toutes les personnes concernées à se rapprocher des recettes des impôts dont elles relèvent afin de déposer leurs déclarations et de bénéficier de ce dispositif incitatif exceptionnel.

F.A.

OPEP+

La production pétrolière a chuté de 7,7 millions de bpj en mars

La production pétrolière de l'OPEP+ a chuté d'environ 7,702 millions de barils par jour (bpj) en mars 2026, impactée par la réduction des approvisionnements en provenance d'Irak, d'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, conséquence de la guerre avec l'Iran et de la crise persistante du détroit d'Ormuz.

Le rapport mensuel de l'organisation, publié hier, indique que la production totale des pays membres de l'OPEP+ a diminué le mois dernier pour atteindre 35,055 millions de bpj, contre 42,757 millions de bpj en février. Selon ce rapport, obtenu par l'Energy Research Unit (ERU), un organisme basé à Washington, la production des 12 pays membres de l'OPEP a baissé de 7,878 millions de bpj le mois dernier, pour s'établir à 20,788 millions de bpj, contre 28,666 millions de bpj en février. Cette décision intervient alors que l'Arabie saoudite et sept autres pays membres de l'OPEP+ ont décidé de poursuivre l'augmentation de leur production pétrolière jusqu'en mai 2026, dans un contexte de tensions croissantes liées au conflit israélo-américain avec l'Iran et aux attaques récentes contre les installations énergétiques de la région.

Ces huit pays - l'Arabie saoudite, la Russie, l'Irak, les Émirats arabes unis, le Koweït, le Kazakhstan, l'Algérie et Oman - ont convenu d'accroître leur production d'environ 206 000 barils par jour. Cette mesure s'inscrit dans un plan de réduction progressive des réductions volontaires de production de 1,65 million de barils par jour, mises en place en mai 2023 et initialement prévues jusqu'à fin 2026. Cette augmentation intervient à un moment particulièrement délicat, car les estimations suggèrent que cette décision ne reflète pas nécessairement une amélioration immédiate de l'approvisionnement, mais plutôt une préparation proactive à une période post-tension, notamment en cas de réouverture du détroit d'Ormuz, voie de passage essentielle pour les flux pétroliers mondiaux en provenance du golfe Persique, qui est sous pression depuis fin février. La production pétrolière de l'OPEP+ a connu une baisse sans précédent, principalement due à 14 pays membres, selon les données de l'Energy Research Unit. L'Irak a enregistré la plus forte diminution au sein de l'alliance, sa production de pétrole brut ayant chuté d'environ 2,563 millions de barils par jour (bpj) pour atteindre 1,625 million de bpj. La production saoudienne a également reculé d'environ 2,314 millions de bpj, pour s'établir à 7,799 millions de bpj, son niveau le plus bas depuis juin 2020. Le Koweït a également connu une baisse de 1,369 million de bpj, ramenant sa production totale de pétrole brut à 1,213 million de bpj.

R.E.

RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES À ORAN

Un réservoir de 2.000 mètres cubes à El Moualek

Ce projet permettra de soutenir l'alimentation en eau potable de plusieurs localités, notamment El Moualek, Mahdia, Fouatih et Chekalil, à partir du réservoir d'El Araba, d'une capacité de 50.000 mètres cubes, a-t-on ajouté. L'opération contribuera à stabiliser la distribution et à réduire les perturbations enregistrées, en particulier durant les périodes de forte demande.



tive vise à améliorer les conditions d'approvisionnement en eau au profit de plusieurs agglomérations, a-t-on précisé de même source. Ce projet permettra de soutenir l'alimentation en eau potable de plusieurs localités, notamment El Moualek, Mahdia, Fouatih et Chekalil, à partir du réservoir d'El Araba, d'une capacité de 50.000 mètres cubes, a-t-on ajouté. L'opération contribuera à stabiliser la distribution et à réduire les perturbations enregistrées, en particulier durant les périodes de forte demande, a-t-on souligné. Cette réalisation s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour améliorer la situation de l'alimentation en eau potable dans plusieurs communes, notamment celle de Tafraoui, qui a connu, ces dernières années, des irrégularités dans la distribution, en raison de l'augmentation de la demande et de l'extension du tissu urbain, ainsi que de la pression exercée par la zone industrielle, selon la direction locale de l'hydraulique. Par ailleurs, la direction de l'hydraulique a élaboré un plan visant à renforcer l'approvisionnement en eau potable de la zone industrielle de Tafraoui. Ce plan prévoit la réalisation de deux réservoirs d'une capacité respective de 5.000 et 2.000 mètres cubes, ainsi que de deux stations de pompage, afin d'augmenter les capacités de stockage, d'améliorer la pression du réseau et d'assurer un approvisionnement régulier aussi bien pour les entreprises que pour les habitants. Il convient de rappeler que la commune de Tafraoui figurait, au cours des dernières années, parmi les zones confrontées à des défis en matière d'approvisionnement en eau, ce qui a nécessité le lancement de plusieurs projets structurants, notamment son raccordement au système du réservoir d'Araba, la réhabilitation des réseaux de distribution et le renforcement des ressources en eaux souterraines, dans le but de réduire progressivement les coupures et d'améliorer la qualité du service public.

Les infrastructures hydrauliques de la wilaya d'Oran ont été récemment renforcées par la mise en service d'un nouveau réservoir d'une capacité de 2.000 mètres cubes dans la région d'«El Moualek», relevant de la commune d'Oued Tlelat, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Cette initia-

El-Meniaa

Plusieurs projets retenus pour l'amélioration du réseau d'eau potable

Plusieurs opérations de développement ont été retenues en faveur du secteur de l'hydraulique, dans la wilaya d'El-Meniaa, pour améliorer le réseau d'eau potable et renforcer celui de l'assainissement, a-t-on appris dimanche des services de la wilaya. Ayant fait l'objet d'une inspection du wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, ces projets concernent la réhabilitation et la protection des installations hydrauliques, totalisant 33

forages, six (6) châteaux d'eau (3 terrestres et 3 aériens), ainsi que la réhabilitation et l'extension sur 27 km des réseaux d'eau potable. Cette dernière opération a permis jusqu'ici la réhabilitation de six (6) km du réseau au niveau des quartiers Belhadj et El-Bour et de 1,7 km dans les quartiers Taghit, Lamadi. La réalisation d'un château d'eau de 500 m³ au quartier Ouled-Farradj, ainsi que le raccordement du collecteur d'assainis-

sement au réseau de la nouvelle ville d'El-Meniaa, font aussi partie des opérations retenues pour le secteur de l'hydraulique. Le wali d'El-Meniaa a instruit les entreprises de réalisation d'accélérer le rythme des travaux en renforçant les chantiers en moyens humains et matériels, afin de livrer les projets dans les délais impartis et d'améliorer le service public et le cadre de vie des citoyens.

« NESDA »

Journées de sensibilisation au profit des affiliés de la CASNOS de Tiaret

L'antenne de wilaya de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) a lancé, dimanche, une campagne de sensibilisation au profit des affiliés de l'agence de wilaya de la Caisse nationale d'assurance des travailleurs non salariés (CASNOS), afin d'expliquer les nouvelles procédures adoptées pour l'extension des microprojets. Cette activité de sensibilisation, organisée au niveau de l'agence de wilaya de la CASNOS, a attiré un grand nombre de jeunes, qui ont posé des questions concernant les formules de financement, les modalités de remboursement, ainsi que le niveau de qualification requis. Ils ont reçu des réponses à leurs interrogations, en plus d'explications sur les mesures adoptées, telles que l'accompagnement administratif, la formation en gestion, ainsi que les incitations financières et les exonérations fiscales et douanières

liées à l'acquisition et à l'importation d'équipements. Le directeur de wilaya de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), Miloud Mechlefech, a indiqué à l'APS, en marge du lancement de cette manifestation qu'il a supervisée aux côtés du directeur de wilaya de la CASNOS, que cette campagne de sensibilisation de trois jours initiée sous le slogan «Développe ton projet et élargis tes horizons», vise à établir un contact direct avec les affiliés de la Caisse pour leur expliquer les différents avantages récemment adoptés par la NESDA afin de développer les microprojets dans les domaines artisanal, industriel, agricole et des services, entre autres. Selon la même source, cette campagne intervient après une série de visites de terrain effectuées par les conseillers de l'agence de wilaya dans des ateliers industriels et artisanaux, ainsi que dans des bureaux de profes-

sions libérales et de services. Ces visites ont rapidement permis de recevoir un nombre important de dossiers d'opérateurs souhaitant étendre leurs activités. «Six d'entre eux ont déjà obtenu un accord, et le processus d'accompagnement administratif et de financement débutera prochainement», a-t-on souligné. De son côté, le directeur de wilaya de la Caisse nationale d'assurance des travailleurs non salariés, Yacine Moulekhalloua, a salué cette initiative qui devra encourager les industriels et les artisans à développer leurs activités, ce qui, a-t-il souligné, «contribuera à augmenter leur chiffre d'affaires et, par conséquent, à élargir l'assiette des cotisations de la caisse». Il a également indiqué que les antennes de la caisse situées à Ksar Chellala, Frenda et Sougueur organiseront des activités similaires de sensibilisation et d'information dans les prochains jours.

RELIZANE

Plantation d'environ 90.000 plants

La Conservation des forêts de la wilaya de Relizane a procédé à la plantation d'environ 90.000 plants depuis le lancement de la campagne de reboisement, le 25 octobre dernier, à travers différentes régions de la wilaya, a-t-on appris, dimanche, auprès de cette instance. Le chef du service de l'extension du patrimoine forestier, Mounir Kaddour, a précisé que les opérations de plantation ont été réalisées sous la supervision du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, dans le cadre du programme sectoriel, en plus d'actions bénévoles auxquelles ont participé divers secteurs, associations locales et acteurs de la société civile. Jusqu'à fin mars dernier, ces opérations ont concerné 15 sites forestiers à travers plusieurs communes de la wilaya, notamment Zemoura (5.700 plants), Jdiouia (4.807 plants), El Hamri (4.700 plants), Ammi Moussa (4.190 plants), Yellel (3.300 plants) et Sidi Lazreg (3.000 plants). M. Kaddour a souligné que cette initiative, incluant la plantation d'espèces végétales résistantes à la sécheresse telles que le caroubier, l'oléastre, l'eucalyptus, le pin d'Alep et l'acacia, vise à restaurer le couvert forestier affecté par la sécheresse et les incendies, à le diversifier, ainsi qu'à préserver l'équilibre écologique et protéger la biodiversité. Il a également indiqué que la campagne nationale de plantation d'un million d'arbres, lancée en octobre dernier, a permis de planter plus de 20.000 plants dans la wilaya de Relizane, tandis qu'environ 60.000 plants ont été mis en terre lors de la dernière campagne de volontariat tenue le 14 février, en plus de 10.000 plants dans le cadre d'opérations de reboisement diverses. Par ailleurs, durant la campagne de reboisement de la saison 2024-2025, 11.500 plants de différentes espèces forestières ont été plantés à travers plus de 200 sites répartis sur les 38 communes de la wilaya, selon la même source. Il est à noter que la wilaya de Relizane dispose d'un patrimoine forestier dépassant 60.000 hectares, composé à 55 % de pin d'Alep et à 35 % d'oléastre et de genévrier, selon les données de la Conservation des forêts.

École et intelligence artificielle

Innovation ou danger numérique ?

À l'ère du numérique, l'intelligence artificielle transforme en profondeur les systèmes éducatifs à travers le monde, entre promesses d'innovation pédagogique et inquiétudes croissantes sur la protection des données et l'avenir de l'apprentissage.



PAR AMEL B

L'introduction de l'intelligence artificielle (IA) dans le système éducatif suscite aujourd'hui un débat mondial : constitue-t-elle une révolution pédagogique ou un risque pour les données et les valeurs fondamentales de l'école ? Selon les travaux récents de l'UNESCO, l'IA représente un levier puissant pour transformer l'apprentissage, notamment grâce à la personnalisation des parcours, à l'accès élargi aux ressources éducatives et à l'automatisation de certaines tâches pédagogiques. Dans de nombreuses classes à travers le monde, des systèmes intelligents agissent déjà comme des tuteurs numériques capables d'adapter les contenus au niveau des élèves, améliorant ainsi potentiellement leurs résultats lorsqu'ils sont utilisés pour stimuler la réflexion autonome. Cette transformation s'inscrit dans une dynamique plus large, où l'IA est perçue comme un « partenaire d'apprentissage stratégique » nécessitant une intégration réfléchie et encadrée. Cependant, cette évolution rapide soulève de nombreuses inquiétudes. L'UNESCO alerte notamment sur le fait que le développement de ces technologies dépasse souvent les cadres réglementaires existants, créant des zones de flou en matière de gouvernance et de protection des données. L'un des enjeux majeurs concerne la confidentialité : en l'absence de régulation claire dans de nombreux pays, les données des élèves (résultats, comportements, interactions) peuvent être exposées à des risques d'exploitation ou de fuite. Par ailleurs, des experts comme le chercheur Wayne

Holmes soulignent que l'usage de l'IA en classe s'apparente parfois à une forme d'expérimentation à grande échelle, menée sans preuves scientifiques suffisantes sur ses effets à long terme sur l'apprentissage.

Au-delà des questions de données, d'autres risques émergent : dépendance excessive des élèves aux outils automatisés, réduction de l'esprit critique ou encore uniformisation des connaissances. L'UNESCO met également en garde contre un possible appauvrissement de l'intelligence collective si tous les apprenants s'appuient sur les mêmes systèmes, produisant des réponses standardisées au détriment de la diversité des idées. De plus, les biais algorithmiques et les inégalités d'accès aux technologies peuvent accentuer les fractures éducatives existantes.

Face à ces enjeux, les institutions internationales et de nombreux experts plaident pour une intégration responsable de l'IA à l'école. Cela implique la mise en place de cadres éthiques stricts, la formation des enseignants et des élèves à un usage critique de ces outils, ainsi qu'une gouvernance centrée sur l'humain, l'équité et la transparence. Comme le souligne l'UNESCO, l'objectif n'est pas de remplacer l'enseignant, mais de renforcer son rôle dans un environnement éducatif transformé par le numérique. Ainsi, l'intelligence artificielle à l'école n'est ni entièrement une révolution salvatrice, ni un danger absolu : elle constitue avant tout un outil puissant dont l'impact dépendra des choix politiques, pédagogiques et éthiques faits aujourd'hui. Entre promesses d'innovation et risques pour les données et les libertés, l'enjeu est désormais de construire une éducation augmentée par l'IA, mais tou-

jours guidée par l'humain.

L'utilisation de l'IA dans les écoles est aujourd'hui une réalité dans de nombreux pays, mais avec des niveaux d'intégration différents. Selon les orientations récentes de l'UNESCO, plus de 70 pays ont engagé des politiques ou des expérimentations liées à l'IA éducative depuis 2024, ce qui montre l'ampleur mondiale de cette transformation. Parmi ces pays, la Chine a développé des systèmes capables d'analyser les performances des élèves afin d'adapter automatiquement les contenus pédagogiques. En Asie, le Japon et la Corée du Sud intègrent progressivement l'IA pour corriger les devoirs, améliorer l'apprentissage des langues et soutenir les enseignants, tout en accordant une grande importance aux questions éthiques. En Europe, des pays comme l'Estonie, pionnière du numérique éducatif, expérimentent activement ces technologies en formant les enseignants et en introduisant des outils intelligents dans les classes. Par ailleurs, des pays émergents comme l'Inde, le Brésil ou l'Afrique du Sud expérimentent l'IA dans certaines écoles grâce à des programmes soutenus par des organisations internationales, malgré des défis liés aux infrastructures et à la formation. Ainsi, l'intelligence artificielle à l'école apparaît comme une tendance mondiale, mais encore inégale : certains systèmes éducatifs disposent déjà d'outils avancés, tandis que d'autres en sont encore à leurs débuts. Comme le souligne l'UNESCO, l'enjeu principal est de garantir une utilisation éthique, équitable et sécurisée de ces technologies afin que cette évolution bénéficie à tous sans accentuer les inégalités.

A.B

El-Bayadh

Lancement de la deuxième phase de la manifestation «Journées des métiers»

La deuxième phase de la manifestation «Journées des métiers» a été lancée, dimanche dans la wilaya d'El-Bayadh, dans le cadre des efforts déployés par le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels pour encourager les jeunes à intégrer le domaine de la formation, acquérir un métier et contribuer au développement national, a-t-on appris auprès des organisateurs de cet événement. Le chargé de la gestion de la direction de la Formation et de l'enseignement professionnels, Mustapha Affane, accompagné des cadres du secteur, a supervisé le lancement de cette manifestation au niveau de l'Institut national spécialisé de formation professionnelle Bensaïdi-Abdelati au chef-lieu de la wilaya, ainsi qu'à l'Institut national spécialisé de formation professionnelle «Chahid Mebarki Hachemi» à Bougtob.

Cette manifestation se poursuivra jusqu'au 2 juillet prochain, à travers différentes communes de la wilaya et au sein de l'ensemble des établissements de formation professionnelle, indique-t-on. Cet événement comprendra l'organisation de journées portes ouvertes et d'expositions professionnelles dans les établissements de formation et les espaces publics, ainsi que des activités d'information et de sensibilisation via les médias, notamment la radio locale et les plateformes numériques. Des visites de terrain seront également organisées au profit des élèves et étudiants, en coordination avec les directions de l'éducation, le centre universitaire et le secteur de la jeunesse et des sports, afin de leur permettre de découvrir les opportunités et domaines de formation offerts. Des expositions de produits et réalisations des diplômés seront aussi organisées en coordination avec les agences de soutien aux micro-entreprises, entre autres activités prévues. Selon la même source, cette manifestation, placée sous le slogan « Explorons l'avenir », constitue une opportunité privilégiée pour les jeunes de découvrir de près le monde de la formation, de connaître les différentes spécialités et métiers proposés, ainsi que les services d'accompagnement qui aident à construire un avenir professionnel avec confiance. Elle vise également à mettre en valeur les compétences des stagiaires et apprenants du secteur. À noter que le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dans la wilaya compte actuellement plus de 8.700 stagiaires et apprentis répartis sur près de 140 spécialités non redondantes. Ils sont encadrés par environ 200 enseignants et formateurs, au sein de 28 établissements de formation, dont dix centres de formation, deux instituts nationaux spécialisés situés au chef-lieu de la wilaya et à Bougtob, ainsi que 14 annexes de formation professionnelle réparties à travers les communes, en plus de deux établissements privés.

EDUCATION ENVIRONNEMENTALE

65 établissements scolaires de Blida dotés de serres en plastiques

Soixante-cinq (65) établissements scolaires des trois (3) cycles de l'enseignement dans la wilaya de Blida ont bénéficié de serres en plastique, distribuées par la Maison de l'environnement, dans le cadre d'une opération qui sera prochainement complétée par la distribution d'outils de jardinage et d'équipements dédiés à l'éducation environnementale. Selon la directrice de la Maison de l'environnement, Aïcha Fernane, cette opération qui s'inscrit dans le cadre de l'accord signé entre les ministères de l'Éducation nationale et de l'Environnement et de la Qualité de la vie, a été lancée en septembre 2025 au profit des établissements répondant à certains critères. Cette ini-

tiative vise à promouvoir la sensibilisation écologique et l'agriculture durable en milieu scolaire, tout en inculquant aux élèves les valeurs de citoyenneté environnementale, de propreté et d'engagement dans des actions bénévoles de préservation de l'environnement. Ces espaces verts permettront également aux élèves de transformer leurs connaissances théoriques et pratiques concrètes et de développer leur créativité dans le domaine environnemental, à indiquer la même responsable. L'opération sera prochainement suivie par la distribution d'outils de jardinage et de divers équipements d'éducation environnementale au profit de 25 établissements scolaires des trois cycles éducatifs, no-

tamment situés dans les zones montagneuses disposant de clubs écologiques. À noter que près de 260 établissements éducatifs ont déjà été dotés de clubs environnementaux, avec pour objectif de les généraliser à l'ensemble des établissements de la wilaya, qui en compte plus de 600, selon la même source. Par ailleurs, une autre opération est en cours de préparation à la Maison de l'environnement, dans le but de renforcer le sens écologique chez les jeunes générations, à travers la distribution de jeux éducatifs conçus par l'Institut national des formations environnementales, portant sur cinq (5) thématiques, dont la désertification, le barrage vert et la protection des océans.

AFGHANISTAN LE BILAN DES INONDATIONS S'ÉLÈVE À 179 MORTS ET 236 BLESSÉS

Le bilan des victimes des violentes inondations et des fortes pluies qui ont récemment frappé plusieurs provinces d'Afghanistan est monté à 179 morts et 236 blessés, ont annoncé ce dimanche les autorités de gestion des catastrophes. Selon un communiqué officiel, 22 personnes sont décédées au cours des dernières 24 heures, portant ainsi le nombre total de victimes depuis la fin du mois de mars à 179 morts, en raison des pluies torrentielles et des inondations. En plus des pertes humaines, les intempéries ont causé d'importants dégâts matériels dont environ 1230 maisons totalement détruites et de nombreuses infrastructures touchées, notamment 372 km de routes détruites et 372 km supplémentaires endommagées. D'après l'Agence nationale de gestion des catastrophes, l'Afghanistan est régulièrement confronté à des conditions météorologiques extrêmes. Les pluies saisonnières sont souvent suivies d'inondations et de glissements de terrain, ce qui fragilise davantage les infrastructures et constitue une menace directe pour la population et les terres agricoles.

PÉROU PLUS DE 27 MILLIONS D'ÉLECTEURS APPELÉS AUX URNES POUR ÉLIRE LE PRÉSIDENT

Plus de 27 millions d'électeurs péruviens sont appelés dimanche aux urnes pour désigner le président et les parlementaires. Dans les derniers sondages, aucun des 35 candidats ne dépassait les 15% d'intentions de vote, ce qui rend un second tour le 7 juin quasi inévitable, selon les observateurs. Dans les sondages, Keiko Fujimori, candidate de droite pour la quatrième fois, devançait de peu l'humoriste Carlos Alvarez, l'ultra-conservateur Rafael Lopez Aliaga, l'octogénaire centriste Ricardo Belmont et des candidats de gauche dont Roberto Sanchez.

L'ONU l'évoque:

Le Soudan est confronté à «la plus grande crise alimentaire au monde»

Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), plus de 19 millions de personnes sur environ 45 millions au Soudan sont confrontées à une grave insécurité alimentaire, alors que la situation humanitaire continue de se détériorer en raison du conflit en cours, à un moment où les besoins fondamentaux augmentent à un rythme sans précédent.

Les Nations unies ont qualifié la situation actuelle au Soudan de «la plus grande crise alimentaire au monde», dans un contexte de conflit armé en cours et de ses répercussions économiques et sociales qui ont poussé des millions de civils au bord de la famine et de l'insécurité alimentaire. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a confirmé samedi que plus de 19 millions de personnes sur environ 45 millions au Soudan sont confrontées à une grave insécurité alimentaire, alors que la situation humanitaire continue de se détériorer en raison du conflit en cours, à un moment où les besoins fondamentaux augmentent à un rythme sans précédent. A l'issue de sa rencontre avec le Premier ministre soudanais, Kamil Idris, à Khartoum, le directeur exécutif adjoint du PAM, Carl Skau, a déclaré que la poursuite du conflit dans de vastes régions du pays allait aggraver les souffrances humaines, soulignant qu'environ 19 millions de personnes étaient confrontées à une grave insécurité alimentaire dans ce qu'il a décrit comme «la plus grande crise alimentaire au monde».



Skau a ajouté que malgré le manque de financement, le programme s'efforce d'élargir la portée de la réponse humanitaire en fournissant une aide alimentaire vitale aux femmes et aux enfants les plus touchés par la malnutrition, ainsi qu'en soutenant les communautés locales dans la reconstruction de leur vie. Pour sa part, M. Kamil Idris a réaffirmé, l'engagement du gouvernement à lever les obstacles au travail du PAM, à renforcer la coopération humanitaire pour permettre à l'aide d'atteindre toutes les régions du Soudan et à permettre aux organisations internationales de reprendre leurs opérations depuis Khartoum, en se basant sur ce qu'il a décrit comme «une amélioration progressive des services de base et des efforts de reconstruction». Parallèlement, les Nations unies ont annoncé que l'aide aux réfugiés soudanais au Tchad risque de subir une forte réduction dans les prochains mois si un déficit de financement estimé à 428 millions de dollars n'est pas comblé. Tchad accueille environ 1,3 million de réfugiés soudanais. Le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Programme alimentaire mondial ont averti que le déficit de financement actuel ne couvre que les besoins de quatre réfugiés sur dix, laissant un grand nombre de personnes sans abri, sans nourriture ni services de santé de base. Le Soudan est plongé dans un conflit armé entre l'armée et les Forces de Soutien Rapide (FSR) depuis avril 2023 qui a fait des dizaines de milliers de morts et déplacé des millions de personnes.

LEVÉE DE 1,25 MILLIARD DE DOLLARS

La RDC réussit sa première émission d'eurobonds

La République démocratique du Congo (RDC) a réalisé une entrée inédite sur les marchés internationaux de capitaux en levant 1,25 milliard de dollars via une émission d'eurobonds, une première dans l'histoire du pays, selon un communiqué officiel du ministère des Finances. «Le 9 avril 2026, la RDC a effectué avec succès, pour la première fois de son histoire, une émission obligataire sur les marchés internationaux de capitaux», souligne le communiqué. L'opération, pilotée par le ministre des Finances, Dou dou Fwamba Likundé Li-Botayi, est structurée en deux tranches de 600 millions et 650 millions de dollars, avec des maturités de 5 et 10 ans, assorties de rendements respectifs de 8,75% et 9,00%. Elle a suscité une forte demande, avec un carnet d'ordres atteignant 5,3 milliards de dollars, soit plus de quatre fois le montant recherché. «La forte demande (...) a permis de réduire les rendements initialement envisagés

», indique le ministère, qui précise que cette performance est «le fruit d'un engagement de long terme avec les investisseurs internationaux». Selon les autorités, cette opération reflète la confiance croissante des marchés envers l'économie congolaise, dans un contexte de réformes engagées depuis 2024. «Le fort intérêt des investisseurs internationaux pour la dette congolaise traduit la reconnaissance des réformes structurelles engagées», note le communiqué. Les fonds levés serviront à financer des projets d'infrastructures prioritaires, notamment dans les transports et l'énergie. «Les ressources levées serviront à financer des projets d'infrastructures structurants pour le pays», précise le texte. Pour Kinshasa, cette première émission d'eurobonds constitue «un levier de transformation économique, dans le respect de la soutenabilité de la dette publique» et marque une étape clé dans la diversification des sources de financement de la RDC.

DIFFÉREND FRONTALIER LE CAMBODGE EXHORTE LA THAÏLANDE À REPRENDRE LES NÉGOCIATIONS

Le Cambodge a exhorté la Thaïlande à reprendre au plus vite les discussions sur la démarcation de leur frontière contestée. Phnom Penh «espère vivement» que les deux voisins pourront entamer leurs travaux «rapidement et avec sincérité», a écrit samedi soir sur les réseaux sociaux le Premier ministre cambodgien Hun Manet. «Cela constituera le fondement d'une paix durable qui permettra à nos populations vivant le long de la frontière commune de vivre en harmonie. Le Cambodge est pleinement prêt», a-t-il insisté. Le ministre thaïlandais des Affaires étrangères, Sihasak Phuangketkeow, avait déclaré plus tôt dans la journée que son pays n'était pas encore prêt, même si un nouveau gouvernement vient d'être formé. Interrogé sur les appels du Cambodge à une reprise rapide des négociations, il a répondu que le voisin en avait le «droit», mais que la Thaïlande avait ses «propres procédures» à suivre. La Thaïlande et le Cambodge s'opposent de longue date sur le tracé de leur frontière de 800 kilomètres.

Elections en Hongrie

Péter Magyar remporte les législatives face à Viktor Orbán

En tête des sondages depuis plusieurs mois, le conservateur pro-européen Peter Magyar a remporté les élections législatives en Hongrie dimanche, avec probablement une supermajorité des deux tiers qui devrait lui laisser les mains libres pour défaire le système installé par le nationaliste Viktor Orbán qui a concédé sa défaite après 16 ans de pouvoir. «Les résultats des élections, bien que non encore définitifs, sont clairs. Pour nous, ils sont douloureux mais sans ambiguïté. Nous n'avons pas reçu la responsabilité ni la possibilité de gouverner», a dit M. Orbán depuis son QG de campagne, ajoutant avoir «félicité le parti vainqueur». Selon les données du Bureau électoral, après dépouillement des bulletins dans quelques 72% des bureaux de vote, le parti Tisza de Peter Magyar pourrait se prévaloir de 138 des 199 sièges de l'assemblée hongroise contre 54 pour le Fidesz de Viktor Orbán. «Nous sommes optimistes, ou plutôt prudemment optimistes», avait déclaré en début de soirée M. Magyar dans son QG de campagne où sont réunis plusieurs milliers de supporters. Parmi eux, Orsolya Rozgonyi s'est dit «vraiment très excitée». «Je suis venue à cet événement pleine d'espoir, donc je pourrais résumer en disant que je suis optimiste quant au changement, bien sûr», ajoute la responsable des ressources humaines de 28 ans. Le taux de participation qui n'est pas encore définitif à ces élections dont le résultat est scruté par de nombreuses capitales à travers le monde, en particulier en Europe et aux États-Unis, était de 77,80% à 18H30 (16H30 GMT), dépassant le précédent record de 70,5% établi lors des législatives de 2002, selon la commission électorale. Le surcroît de mobilisation a concerné surtout les villes moyennes et les jeunes, selon des analystes.

Mondial féminin 2026 (U17) éliminatoires - 1er tour (aller)

La sélection nationale perd face au Cameroun

L'équipe nationale féminine de football des moins de 17 ans (U17), a perdu face à son homologue camerounaise 1-5 (mi-temps : 1-1), en match disputé dimanche au stade Mustapha-Tchaker de Blida, en prévision du 1er tour des éliminatoires de la Coupe du monde 2026 de la catégorie.

Les Vertes cadettes ont ouvert le score sur un coup franc indirect botté par Benkhellat (11'), avant que les Camerounaises n'égalisent avant la pause (32'). En seconde période, les visiteurs ont dominé les débats, ce qui leur ont permis de se dérouler.

La seconde manche se jouera entre le 17 et le 19 avril au Cameroun.

Le vainqueur de cette double confrontation sera opposé au deuxième tour, au vainqueur de Tunisie-Sénégal. La rencontre aller se déroulera (22, 23, 24 mai 2026) et le match retour (29, 30, 31 mai). Au total, 31 sélections africaines sont engagées dans ces qualifications, disputées en trois tours à élimination directe, avec des confrontations en matchs aller-retour.

Basket-ball / Super-Division (Play-offs - 1/4 finale, belle)

Le NBS et le WOB qualifiés pour les demi-finales

Le NB Staouéli (locataire) et l'WO Boufarik, ont validé leur ticket pour les demi-finales des Play-offs de la Super-Division de basket-ball (messieurs), à l'issue des matchs d'appui, disputés dimanche. Le NBS s'est imposé à domicile face au CR Béni Saf (62-57, mi-temps : 33-27). Victorieux lors de la première manche (66-56), les joueurs de Staouéli ont été surpris au match retour (56-48). A la salle de Boufarik, le WOB a battu le MC Alger au bout d'un duel très disputé (98-94, mi-temps : 51-39), quatre jours après la défaite concédée à la salle de Hydra (71-63). Les gars de Boufarik se sont imposés lors du premier match (91-75). Le NBS et le WOB rejoignent ainsi en demi-finales le CS Tlemcen et l'USM Alger, déjà qualifiés après avoir respectivement éliminé le Rouiba CB (2-0 : 66-57, 62-52) et l'USM Blida (2-0 : 72-62, 61-58). NB : les quarts de finale de Play-offs de la Super-Division se jouent en deux manches gagnantes avec une belle éventuelle chez les mieux classés.

Equipe nationale de football Les cadres rassurent Petkovic

A moins de deux mois du coup d'envoi de la Coupe du Monde 2026 (11 juin - 19 juillet), l'effervescence monte autour de l'équipe nationale. Si les préparatifs logistiques s'accroissent, c'est surtout sur le terrain que les signaux passent au vert. A travers l'Europe, les cadres de Vladimir Petkovic affichent une forme étincelante, offrant au sélectionneur national des certitudes précieuses au moment de finaliser sa liste pour l'Amérique du Nord. Entre retours de blessure salvateurs et montées en puissance individuelles, les voyants sont au fixe.

Le renouveau spectaculaire du LOSC Lille porte indéniablement une empreinte algérienne. Après un début d'année 2026 en demi-teinte, les Dogues ont retrouvé le podium de la Ligue 1, portés par deux « patrons » : Nabil Bentaleb et Aïssa Mandi.

Le week-end dernier, lors de la réception de Toulouse (4-0), les deux internationaux ont une nouvelle fois prouvé qu'ils étaient les piliers du système de Bruno Genesio. Bentaleb, métronome infatigable, a rayonné au milieu de terrain. Déjà brillant face à Lens (3-0), il a encore pesé sur le jeu lillois, provoquant notamment l'expulsion de Mark McKenzie dès le retour des vestiaires. Derrière, Mandi incarne la force tranquille. Son intelligence de placement et la propreté de ses relances offrent une stabilité vitale au bloc nordiste. Pour Petkovic, voir sa charnière et son milieu de terrain performer à un tel niveau de compétition est un immense soulagement.

Chaïbi brille, Amoura en apprentissage

En Allemagne, la 29e journée de Bundesliga nous offrait un duel fratricide entre le Wolfsburg de Mohamed Amine Amoura et l'Eintracht Francfort de Farès Chaïbi. C'est ce dernier qui est sorti grand vainqueur de cette confrontation (2-1).

Aligné sur l'aile droite, l'ancien Toulousain a été un poison constant pour la défense des Loups. Impliqué sur les deux buts de son équipe, il a fait étalage de sa palette technique : une accélération dévastatrice et un contrôle orienté parfait pour lancer l'action du premier but signé Hojlund (21e), suivis d'un coup-franc malicieux à ras de terre pour déstabiliser le mur et permettre à Kalimuendo de doubler la mise (32e).

Si Amoura a été plus discret, manquant de réussite dans ses dribbles face à une équipe de Wolfsburg en crise, la forme physique de Chaïbi est une excellente nouvelle. Sa polyvalence et sa capacité à être décisif sur



coups de pied arrêtés seront des armes fatales sur les pelouses américaines.

Retour gagnant de Hadj Moussa

La plus belle satisfaction du week-end vient peut-être des Pays-Bas. Absent des terrains depuis mars en raison d'une blessure à l'aine-ce qui lui avait fait manquer les tests probants face au Guatemala (7-0) et à l'Uruguay (0-0) lors du stage en Italie- Anis Hadj Moussa a effectué un retour remarqué avec le Feyenoord Rotterdam.

Pour sa reprise face au Nijmegen FC (1-1), l'ailier n'a pas mis longtemps à retrouver ses automatismes. Titularisé par Robin van Persie, il a délivré une merveille de passe décisive pour le Japonais Ayase Ueda dès la 18e minute. Avec désormais 11 buts et 7 passes

décisives en 36 matchs cette saison, Hadj Moussa confirme qu'il est l'un des joueurs les plus impactants du championnat néerlandais. Son retour à la compétition, au moment même où Feyenoord sécurise sa place en Ligue des Champions, est une bénédiction pour le staff technique national. Pour Vladimir Petkovic, ce panorama européen est idyllique. Le technicien bosnien craignait les blessures de fin de saison, mais il voit au contraire ses cadres monter en régime. La hiérarchie semble s'installer naturellement : la sérénité de Mandi, le volume de jeu de Bentaleb, la créativité de Chaïbi et le dynamisme retrouvé de Hadj Moussa dessinent les contours d'une Algérie conquérante.

H.M.

Coupe de la Confédération africaine (1/2 finale - retour)

Plus de fans pour le Zamalek face au CRB

Le Zamalek SC, actuel leader du championnat égyptien de football, a annoncé dimanche une augmentation du nombre de ses supporters autorisés à assister à la demi-finale (retour) de la Coupe de la Confédération africaine face au CR Belouizdad, vendredi stade international du Caire (17h00, heure algérienne). Dans un communiqué officiel, publié sur ses réseaux sociaux, le club du Caire a indiqué que « suite à la demande du Zamalek d'augmenter le nombre de ses supporters pour le match face au

CRB en demi-finale retour de la Coupe de la Confédération africaine, un accord a été trouvé permettant au club d'obtenir 14.000 billets supplémentaires dans les tribunes de troisième catégorie (virage nord) », précise la même source. Le communiqué précise également que « sur la base de cet accord, les partisans du Zamalek ayant acheté des billets de première catégorie pourront se faire rembourser la différence de prix. Une coordination a été établie avec la société chargée de la billetterie

afin de procéder à ces remboursements et de mettre en vente les billets supplémentaires dans les prochaines heures ».

A l'issue de cet accord, 45.000 partisans égyptiens au total pourront assister à cette seconde manche décisive, qui sera dirigée par l'arbitre somalien Omar Artan.

Mercato

Galatasaray insiste pour s'offrir Bensebaini

L'avenir de Ramy Bensebaini pourrait s'écrire loin du Borussia Dortmund. A l'approche du mercato estival, le défenseur international algérien se retrouve au cœur de nombreuses spéculations, notamment en raison de sa situation contractuelle et de l'intérêt persistant de plusieurs clubs européens. Arrivé en 2023 en provenance du Borussia Mönchengladbach, le joueur formé au Paradou s'est progressivement imposé dans la rotation du club allemand. Cette saison, malgré une forte concurrence et quelques pépins physiques, Bensebaini affiche des statistiques solides pour un défenseur : 29 matchs disputés toutes compétitions confondues, avec 6 buts inscrits et une

passé décisive. Un rendement offensif qui confirme son profil moderne, capable d'apporter dans les deux surfaces. Cependant, son avenir reste incertain. Sous contrat jusqu'en juin 2027, l'ancien Rennais entre dans une période charnière. En effet, aucune prolongation n'a encore été proposée par la direction de Dortmund, ce qui ouvre naturellement la porte à un possible départ. Une situation que les clubs intéressés suivent de près, à commencer par Galatasaray, qui ne compte pas passer à côté de l'occasion. En effet, le club stambouliote, qui a déjà commencé à planifier son effectif pour la saison prochaine, aurait déjà manifesté un intérêt concret pour s'attacher les services de l'in-

ternational algérien avec une première offre, selon la presse locale. D'autant que le profil de Bensebaini correspond parfaitement aux besoins du club turc, à la recherche d'expérience et de polyvalence.



Angleterre

Manchester City enfonce Chelsea

Manchester City est allé s'imposer sur la pelouse de Chelsea (3-0), parvenant à faire revivre son espoir de titre en Premier league anglaise de football, à l'occasion de la 32e journée. Le leader Arsenal avait ouvert la fenêtre samedi en perdant 2-1 contre le modeste Bournemouth, à domicile, et son dauphin mançunien s'y est engouffré de plain pied avec l'aide de Cherki, auteur de deux passes décisives pour Nico O'Reilly (51e) et Marc Guéhi (57e). Le défenseur international algérien de Man City, Rayan Aït-Nouri a fait son apparition en seconde période, en remplacement d'O'Reilly (64').

City, deuxième avec 64 points, peut désormais rattraper ses six longueurs de retard sur Arsenal (1er, 70 pts) en cas de victoire contre le leader, dimanche prochain à domicile, et contre Crystal Palace en match en retard.

L'ambiance est plus morose à Chelsea (6e, 48 pts) après cette quatrième défaite en cinq matchs de championnat. La cinquième et dernière place qualificative pour la prochaine Ligue des champions, actuellement détenue par Liverpool (5e, 52 pts), s'éloigne à six journées de l'épilogue.

ITALIE

L'Inter dispose de Côme et s'envole

La 32e journée a peut-être décidé de l'issue de la saison 2025/26 de Serie A, avec la victoire renversante de l'Inter, le nul plus tôt dans l'après-midi de Naples, contrariée à Parme (1-1), et la déroute de l'AC Milan (3-0) à domicile samedi face à l'Udinese. A six journées du terme, soit un maximum de 18 points à empocher, l'Inter (75 pts) compte désormais neuf points d'avance sur Naples (2e, 66 pts) et en totalise douze de plus que l'AC Milan (3e, 63 pts). Avec trois matches à domicile à disputer et quatre rencontres face à des mal classés ou relégables, les Nerazzurri ont tout en mains pour succéder à Naples et empocher un troisième scudetto en cinq ans après 2021 et 2024. A condition que l'équipe de Cristian Chivu ne soit pas rattrapée par son étonnante incapacité à répondre présente lorsqu'elle est attendue, comme cette saison contre son grand rival milanais (2 défaites 1-0) et en Ligue des champions (élimination en barrages d'accession aux huitièmes par Bodo Glimt). L'attaquant argentin est à l'origine de l'ouverture du score avec son slalom dans la surface milanaise et sa frappe repoussée difficilement par Yann Sommer dans les pieds d'Alex Valle (36e, 1-0). Juste avant la pause, sur un dégagement express de son gardien français Jean Butez, Paz a doublé la mise en surprenant deux défenseurs et Sommer avec une frappe quasi instantanée (45e, 2-0). L'Inter, privé de son capitaine et buteur Lautaro Martinez, de nouveau blessé, a aussitôt réduit le score grâce à Thuram, en

L'Inter Milan a fait un grand pas vers le 21e titre de champion d'Italie de son histoire dimanche en allant s'imposer à Côme 4 à 3 après avoir été mené 2 à 0.



reprenant de la semelle un centre de Nicolò Barella (45e+1, 2-1). Peu après le retour des vestiaires, Thuram a égalisé en profitant d'une mésentente entre Marc-Oliver Kempf et Butez, lobé par son compatriote (2-2, 49e). Assommée, la jeune équipe de Cesc Fabregas a perdu pied et concédé deux buts, quasi identiques, sur des reprises de la tête de Denzel Dumfries (58e et 72e). Côme n'a pour autant pas abdicqué et a réduit la marque sur penalty de son capitaine français Lucas Da Cunha (89e, 4-3). Naples se contente d'un nul sur le terrain de Parme Naples, a dominé après 33 secondes, a dû se contenter dimanche d'un nul sur le terrain de Parme (1-1).

Le champion en titre a débuté la rencontre de la pire des façons en concédant un but sur la première action. Sur un long dégagement du gardien de Parme, Nesta Elphege a parfaitement lancé de la tête son coéquipier Gabriel Strefezza. L'attaquant brésilien a pris de vitesse la défense napolitaine et trompé d'une superbe frappe entourant Vanja Milinkovic-Savic (1re). Sonné, Naples a mis du temps pour reprendre ses esprits, avant de dominer Parme en seconde période et d'égaliser par Scott MacTominay (60e). Mais l'équipe d'Antonio Conte qui restait sur cinq victoires de suite, n'est pas parvenue à reprendre l'ascendant et a dû se contenter d'un nul très frustrant.

Arsenal

La direction penserait à remplacer Arteta

Si Arsenal venait à perdre le titre de Premier League et à ne pas remporter la Ligue des champions, le poste de Mikel Arteta serait sérieusement menacé, selon Mundo Deportivo.

Malgré une excellente saison, les Gunners n'ont pour l'instant conquis aucun trophée. Ils ont perdu la finale de la Carabao Cup 2-0 face à Manchester City, puis ont été éliminés de la FA Cup par Southampton, créant la surprise. Au début du mois, il est ainsi apparu clairement qu' Arsenal ne pouvait remporter que deux trophées cette saison : la Premier League et la Ligue des champions. C'est surtout en championnat d'Angleterre qu' Arsenal semblait avoir le vent en poupe. Avant la réception de Bournemouth, l'écart avec Manchester City, qui comptait un match en moins, était de neuf points. Une victoire aurait porté l'écart à douze unités, mais la défaite 1-2, combinée au succès de City le lendemain (0-3 contre Chelsea), a totalement relancé le championnat. Dimanche prochain, les deux équipes s'affronteront à l'Etihad.

En cas de succès des Citizens, l'écart se réduirait à trois points, Manchester disposant encore d'une rencontre en moins. La direction d' Arsenal s'inquiète donc légitimement pour l'avenir de son entraîneur.

«Après sept saisons à Arsenal, un contrat courant jusqu'en juin 2027 et des discussions en cours pour une prolongation, sa situation pourrait radicalement changer s'il venait à manquer les titres de Premier League et de Ligue des champions», écrit MD à propos d' Arteta.

«Dans ce cas, Arteta ne restera pas à Arsenal la saison prochaine. La direction du club a déjà le candidat idéal pour le remplacer : Cesc Fàbregas, qui réalise une saison fantastique à Como 1907 et pratique un football attractif qui permet au club de rester en lice pour une place européenne.»

REAL MADRID

Mbappé absent des entraînements

L'attaquant star du Real Madrid Kylian Mbappé, victime d'un coup au visage en fin de match vendredi contre Gérone (1-1), était absent de l'entraînement collectif dimanche à trois jours du quart de finale retour de Ligue des champions contre le Bayern Munich, un son club annoncé. «Mbappé, qui a reçu des points de suture au-dessus de l'arcade sourcilière droite après le match contre Gérone, n'a pas pu s'entraîner sur le terrain en raison des douleurs occa-

sionnées et par précaution», écrit le géant espagnol sur son site internet. L'attaquant avait terminé la rencontre avec le haut de l'arcade droite en sang après un coup de coude du défenseur de Gérone Vitor Reis dans la surface, jugé involontaire par l'arbitre. Une situation ayant provoqué la colère de l'entraîneur merengue Alvaro Arbeloa, qui s'estime lésé par l'arbitrage : «Pour moi c'est un penalty clair, ici ou sur la Lune. Cela fait une situation de plus. Personne ne comprend quand

intervenir la VAR et quand elle n'intervient pas. Cela commence à faire beaucoup avec les arbitres», at-il pesté. Mbappé, meilleur buteur de la Maison Blanche avec 39 réalisations toutes compétitions confondues, a montré l'ampleur de son entaille à ses 131 millions d'abonnés sur Instagram dimanche, sans autre message. Sa présence mercredi à Munich pour le quart de finale retour de la Ligue des champions face au Bayern (défaite 2-1 à l'aller) n'est cependant pas menacée.

BAYERN MUNICH

Rumenigge appelle à la retenue

Malgré l'euphorie qui anime les supporters du Bayern Munich après leur précieuse victoire 2-1 face au Real Madrid lors du match aller des quarts de finale de la Ligue des champions, Karl-Heinz Rummenigge, membre du conseil de surveillance et figure emblématique de l'administration bavaroise, a prononcé des propos réalistes pour tempérer l'euphorie avant le match retour décisif au « Santiago Bernabéu ».

Dans un entretien accordé à la plateforme DAZN, il a exprimé son inquiétude face au battage médiatique qui entoure actuellement l'équipe, rappelant que la concen-

tration reste la seule clé pour franchir cet écueil. «Nous ne devons pas commettre l'erreur de laisser éclater une vague d'enthousiasme excessif maintenant», a déclaré Romagnoli. «Je sens qu'il y a actuellement beaucoup de bruit autour de nous, et franchement, cela ne me plaît pas.» Il insiste : la rencontre à Munich exigera une discipline tactique et mentale supérieure à celle du match aller, et l'histoire récente rappelle des leçons amères au club bavarois.

En route vers «Munich 2025»

Pour étayer son propos, il a rappelé le

scénario de la demi-finale 2014, lorsque le Bayern, battu 1-0 à l'aller, avait abordé le retour à Munich avec trop d'optimisme et avait finalement subi une cuisante défaite 4-0. Au match aller, les Bavarois avaient pourtant bien entamé la rencontre grâce à une performance de haut niveau, concrétisée par les buts de Luis Díaz et Harry Kane. Si la star française Kylian Mbappé a réduit l'écart, les parades du gardien chevronné Manuel Neuer ont empêché les «Merengues» de revenir au score.

Interrogé sur la difficulté de la compétition, Rummenigge a ajouté : «Remporter

la Ligue des champions dans sa formule actuelle, avec un tel niveau d'intensité et de qualité, est devenu plus difficile que jamais.»

En cas de qualification face au Real mercredi prochain, le Bayern affrontera en demi-finale le vainqueur du duel Liverpool-Paris Saint-Germain.



Cinéma national

Ahmed Bédjaoui appelle à une relance effective du 7e art

NASSIM TERKI

À Béjaïa, samedi dernier, la salle Ciné Chérif Aggoune de la Maison de la culture a accueilli une masterclass sur le cinéma algérien. La rencontre a réuni un public venu écouter et échanger sur l'état du 7e art dans le pays. Au cours de la discussion, un constat a été clairement exprimé : le cinéma algérien a une histoire riche et des talents, mais il a du mal aujourd'hui à retrouver son public.

Invité à animer une masterclass à la Maison de la culture, Ahmed Bédjaoui a choisi de repartir de loin. Avant de parler de relance, il a rappelé que l'image elle-même a longtemps été un sujet sensible dans certaines sociétés, notamment en raison d'interdits liés à la représentation. Dans le cas de l'Algérie, il a aussi souligné que, pendant la période coloniale, les récits visuels étaient souvent imposés de l'extérieur. Il a fallu attendre les années 1940 pour voir émerger des artistes et des écrivains capables de produire leurs propres images du pays. Le cinéma s'inscrit dans cette continuité.

Très vite, le propos s'élargit. Pour Ahmed Bédjaoui, « le cinéma est un art universel ». Il insiste sur sa capacité à toucher tous les publics, sans barrière de langue ou de niveau d'instruction. Il rappelle aussi que des initiatives existaient bien avant l'indépendance, avec des figures comme Djamel Chandlerli, engagé dans la lutte de libération, et la création d'un service photo-cinéma à Tunis sous l'impulsion d'Abane Ramdane. Puis vient le contraste. À l'indépendance, le pays disposait d'un réseau important : 455 salles de cinéma et de nombreux espaces de projection. Un patrimoine aujourd'hui largement disparu. Ahmed Bédjaoui ne contourne pas la question. « Les mauvaises décisions ont été prises par la suite et la cassure avec le public s'est produite avec la nationalisation des salles confiées aux communes. Mais ces salles sont devenues non rentables, et avec le monopole imposé sur la production et la distribution, on a créé un vide », explique-t-il. Ce « vide », selon lui, ne concerne pas seulement les infrastructures. Il touche aussi les outils de produc-

Animant une masterclass à Béjaïa, le critique de cinéma a dressé un état des lieux du cinéma algérien, entre héritage riche, recul des infrastructures et nécessité urgente de rétablir le lien avec le public.



tion et de conservation. Le Fonds d'aide au cinéma a été paralysé puis supprimé. Les moyens techniques sont restés limités. Et un constat revient avec insistance : « les négatifs des films algériens sont encore stockés chez les laboratoires étrangers ». Autrement dit, une partie de la mémoire du cinéma national reste hors du pays. Pour autant, le tableau n'est pas entièrement sombre. Ahmed Bédjaoui rappelle que le cinéma algérien s'est construit dans un contexte particulier, celui de la Révolution, avec une forte dimension engagée. Il souligne aussi le rôle important de la télévision dans la production et la diffusion des œuvres. Il évoque enfin l'évolution du paysage, notamment avec la place croissante des femmes, de Assia Djebar à Yamina Chouikh et Hafsa Zina Koudil, jusqu'aux nouvelles générations. Reste la question centrale : comment relancer le cinéma aujourd'hui ? Sur ce point, le conférencier reconnaît l'existence d'une volonté politique. Les assises du cinéma en sont, selon lui, une preuve. Mais il insiste sur l'écart entre les intentions et la réa-

lité. « C'est tragique que le président de la République pousse pour aller de l'avant et qu'il n'y ait personne derrière », affirme-t-il. Ses propositions sont concrètes. Réhabiliter les salles existantes et les confier à des professionnels. Encourager la création de multiplex pour attirer le public. Équiper les maisons de la culture avec du matériel adapté. Relancer les festivals et les ciné-clubs. Réactiver le Fonds d'aide. Revoir la loi de 2014. Et surtout, investir dans la formation. Le débat avec le public a prolongé ces pistes. Les questions ont porté sur la censure, le lien entre cinéma et littérature, la manière de raconter la décennie noire, ou encore sur ce qui fait l'identité d'un film algérien aujourd'hui. Au moment de conclure, Ahmed Bédjaoui revient à une idée simple, presque évidente : « c'est le public qui fait le cinéma, et il n'y a plus de salles pour l'accueillir ». Une phrase qui résume l'ensemble de son intervention. La rencontre s'est terminée par une séance de dédicace de son ouvrage « Le cinéma algérien en 44 leçons ».

PRÉVU DU 18 AVRIL AU 18 MAI

Boumerdès prépare son mois du patrimoine

À Boumerdès, les préparatifs du mois du patrimoine avancent à un rythme soutenu. Cette manifestation, prévue du 18 avril au 18 mai, mobilise déjà plusieurs acteurs locaux. L'objectif est de proposer un programme riche et accessible, tout en mettant en valeur l'histoire et les traditions de la région.

Dans ce cadre, Dalila Aouas, directrice de la culture et des arts de la wilaya, a présidé une réunion de coordination à la Bibliothèque principale de lecture publique. Cette rencontre a rassemblé les cadres du service du patrimoine culturel ainsi que des représentants des daïras et des communes. Elle a permis de faire le point sur l'organisation et de définir les grandes lignes du programme.

Les participants ont travaillé sur la préparation d'un programme en lien avec le slogan de cette année : « Notre patrimoine... notre civilisation ». L'idée est de proposer des activités variées, tout en respectant les spécificités de chaque région de la wilaya. Il a été décidé de valoriser chaque commune en mettant en avant ses richesses locales.

Le programme comprendra plusieurs activités.

Des soirées artistiques seront organisées, ainsi que des rencontres littéraires, des expositions et différentes performances culturelles. Les organisateurs veulent offrir un programme diversifié pour toucher un large public.

La question du patrimoine matériel a également été abordée. La wilaya de Boumerdès possède plusieurs sites archéologiques et monuments historiques. Leur valorisation reste une priorité. Il s'agit de mieux faire connaître ces lieux et d'encourager leur protection. Dans ce sens, Aouas a insisté sur « la mise en valeur du patrimoine local en mettant l'accent sur les métiers traditionnels, les activités liées à la terre et à la mer ainsi que des ateliers vivants des coutumes populaires authentiques ».

La responsable a aussi évoqué l'importance de la numérisation. L'utilisation des technologies modernes et de l'intelligence artificielle est considérée comme un moyen de préserver le patrimoine et de le transmettre plus facilement aux générations futures.

Un autre point important concerne la sensibilisation des jeunes. La Direction de la culture prévoit l'organisation de caravanes, d'excursions et

de visites vers les zaouïas et les sites historiques. Ces activités visent à rapprocher les jeunes et les enfants de leur patrimoine et à leur faire comprendre l'importance de sa protection. Des actions spécifiques seront destinées aux enfants. Comme l'a précisé Aouas, « Des actions pédagogiques et concours artistiques seront destinés aux enfants pour ancrer les valeurs d'appartenance chez les générations futures. Des sorties scolaires sont prévues sur les sites historiques ». Ces initiatives veulent donner aux plus jeunes l'envie de découvrir leur histoire.

Enfin, la directrice a souligné que cette préparation repose sur une coordination entre plusieurs acteurs. Le but est de réussir une célébration bien organisée, qui respecte la mémoire collective tout en contribuant au développement du tourisme culturel dans la wilaya.

Avec ce programme en cours de finalisation, Boumerdès entend marquer cette édition du mois du patrimoine en mettant en avant ses richesses culturelles et historiques, tout en impliquant les habitants, notamment les jeunes.

Rédaction culturelle

Parution

La torture à Bourbaâtache un cri contre l'oubli

L'écrivain et journaliste Karim Chikh vient de publier un livre qui remue les consciences. Intitulé « La torture à Bourbaâtache », cet essai est entièrement consacré aux géôles infernales créées par l'armée coloniale française dans la localité de Fenaïa-Ilmaten, près d'El-Kseur. Un lieu où, entre 1954 et 1962, les tortionnaires ont infligé les supplices les plus barbares aux moudjahidines et aux militants du FLN, mais aussi à des civils rafiés lors des ratissages. L'ouvrage regorge de renseignements historiques précis, de photos inédites et de récits glaçants qui reconstituent l'atmosphère de terreur qui régnait dans ce centre de transit temporaire transformé en véritable antichambre de la mort. L'auteur ne se contente pas de décrire les faits. Il plonge le lecteur au cœur de l'horreur. « L'atrocité des méthodes inhumaines utilisées par les tortionnaires de la prison de Bourbaâtache poussait les prisonniers, innocents, à se déclarer coupables, rien que pour échapper aux supplices », explique l'auteur. Parmi les témoignages les plus poignants figure celui de sa propre mère, Nna Melâaze (Melaaz Ouchikha), détenue dans ces murs. « J'ai raconté dans ce livre le témoignage de ma mère. Lors de sa détention à Bourbaâtache, elle a été suspendue par ses chevilles et ses poignets, alors que son ventre était livré aux flammes », révèle-t-il. Derrière les murs du musée du moudjahid que Karim Cheikh a contribué à créer sur les ruines mêmes du camp, se cachent encore les traces d'un système colonial qui visait non seulement à briser les corps, mais aussi les âmes. Deux étages, un sous-sol, des cellules étroites et sombres. Le bâtiment lui-même raconte une histoire de souffrance et de résistance. Le sergent-chef Morvisa, ancien légionnaire, y apparaît comme le visage le plus monstrueux de cette machine à broyer. Barbe hirsute, lunettes à double foyer, ongles sales, il incarnait, pour les survivants, « un diable, pas un homme ». Karim Chikh, ancien journaliste et collaborateur de plusieurs journaux, n'en est pas à son coup d'essai. Depuis seize ans, il se consacre à la préservation de la mémoire culturelle et historique. « Je lutte contre son oubli », confie-t-il simplement. Avec ce livre, il transforme un devoir de mémoire en acte de résistance. Il prévoit d'organiser des ventes-dédicaces dans plusieurs régions pour que ces voix des survivants résonnent le plus largement possible. Dans la préface, Boualem Bouahmed écrit : « Dans ces pages, Karim Chikh nous invite à plonger dans ce passé douloureux, à découvrir des histoires souvent étouffées et à méditer sur les leçons que notre passé peut nous apprendre. Les voix des survivants, porteuses de mémoire et d'humanité, nous rappellent l'importance de lutter contre l'oubli. » La torture à Bourbaâtache n'est pas seulement un livre d'histoire. C'est un hommage bouleversant à celles et ceux qui, portant encore les cicatrices, ont eu le courage de prendre la parole. Pour que de telles barbaries ne tombent jamais dans l'oubli. Ce livre est essentiel pour saisir non seulement ce qu'a été la colonisation, mais surtout la dignité farouche d'un peuple qui n'a jamais accepté de courber l'échine.

R.C.

Trait d'esprit

“Il est tout aussi difficile et dangereux d'essayer de libérer un peuple qui veut rester servile que d'asservir un peuple qui veut rester libre.”

Jean Moulin

► Alger et Madrid unissent leurs efforts pour dynamiser le badminton méditerranéen

Le président de la Fédération algérienne de badminton, Salim Mazr, a tenu une réunion de travail avec son homologue espagnol, Andoni Azurmendi, également président de l'Union méditerranéenne de badminton (COMEBA), dans le cadre du renforcement de la coopération internationale dans la discipline, indique un communiqué de l'instance fédérale. Cette rencontre s'inscrit dans une volonté commune de dynamiser et de promouvoir la pratique du badminton dans la région du bassin méditerranéen, précise la même source. Les discussions ont porté sur plusieurs axes prioritaires visant le développement de cette discipline dans les deux pays, notamment à travers le renforcement des échanges techniques, la formation et l'organisation de compétitions conjointes. Les deux parties ont également convenu de consolider la coopération bilatérale et régionale afin d'élever le niveau du badminton et d'encourager sa diffusion à plus grande échelle, conclut le communiqué.

► Larbi Lekhal nommé commissaire du Festival d'Oran du film arabe

Le réalisateur Larbi Lekhal a été nommé nouveau commissaire du Festival international du film arabe d'Oran (FIOFA), dans le cadre d'une série de changements concernant les commissaires de grands événements, indique le ministère de la Culture et des Arts dans un communiqué. Cette nomination vise à renforcer le rôle du cinéma comme espace d'échange artistique et à soutenir la stratégie culturelle de promotion de l'expression créative, précise le communiqué. Créé en 2007, le FIOFA se fixe pour objectif la promotion du cinéma algérien et arabe, tout en insufflant une nouvelle dynamique cinématographique à Oran.

► Lancement de la formation Licence CAF A pour les entraîneuses de football féminin

La direction technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF) a annoncé le lancement de la formation à la Licence CAF A, dédiée exclusivement aux entraîneuses de football féminin. Cette initiative pionnière en Algérie vise à accélérer le développement du football féminin et à élever les compétences techniques des encadreuses, en conformité avec les standards de la Confédération africaine de football (CAF). Les candidates doivent être titulaires de la Licence CAF B ou d'un diplôme équivalent reconnu, et justifier d'au moins deux années d'expérience en entraînement à compter de l'obtention de ce diplôme. La période d'inscription est fixée du 12 au 30 avril 2026.

► Mila : 316 pièces archéologiques saisies, un trafiquant interpellé

La Brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la police judiciaire de Mila a démantelé une tentative de trafic de pièces archéologiques, saisissant 316 monnaies anciennes en bronze et en argent, datant des époques romaine, almohade et ottomane. Ces pièces, jugées d'une « grande importance archéologique et historique », étaient en possession d'un individu originaire d'une autre wilaya, interpellé alors qu'il s'apprêtait à les commercialiser. L'opération, déclenchée à la suite d'une information reçue par la BRI, a permis l'identification et l'arrestation du suspect, placé en garde à vue pour audition. Après expertise par les services de la direction de la Culture et des Arts, le trafiquant présumé a été déféré devant le procureur de la République du tribunal de Mila.

► Accident de bus à Médéa : 12 blessés, dont quatre en état de choc

Un accident de la circulation survenu dimanche soir dans la wilaya de Médéa a fait 12 blessés, dont quatre en état de choc, selon le bilan établi par les services de la Protection civile. L'incident est survenu à la suite du dérapage et du renversement d'un bus de transport de voyageurs reliant Chlef à El Oued. Les victimes, âgées de 8 à 54 ans, ont bénéficié de premiers soins sur place avant d'être évacuées vers l'hôpital de Berrouaghia pour une prise en charge médicale adaptée. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

Passeport algérien : le renouvellement en ligne en phase de concrétisation

Après des mois d'attente, le projet de renouvellement en ligne du passeport algérien pour les ressortissants établis à l'étranger entre dans sa phase finale. Si le dispositif n'est pas encore opérationnel à la mi-avril, les autorités consulaires évoquent un lancement imminent, avec une première phase expérimentale centrée sur le Consulat général d'Algérie à Paris. L'objectif est double : simplifier les démarches pour la diaspora et désengorger les guichets, où les files d'attente, notamment en France, restent un casse-tête récurrent. Une fois en place, les demandeurs pourront déposer leur dossier et

régler le timbre fiscal directement en ligne, sans se déplacer. Une avancée majeure pour ceux qui résident loin des consulats ou peinent à obtenir de rendez-vous. Pour répondre aux besoins les plus pressants, une option premium permettra d'accélérer la livraison du passeport, bien que ses modalités précises restent à affiner. Si l'expérience parisienne s'avère concluante, le système devrait être étendu à l'ensemble du réseau consulaire. Cette réforme, attendue de longue date, promet de transformer le quotidien de milliers d'Algériens de l'étranger.

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :



028 26 99 24

L'EXPRESS

AL-AQSA SOUS TENSION

Nouvelles provocations des colons et de Ben Gvir

Des dizaines de colons israéliens ont forcé l'accès à l'esplanade des Mosquées hier matin, pénétrant par la porte des Maghrébins sous la protection renforcée des forces de sécurité israéliennes. Ils y ont accompli des rituels talmudiques dans les cours de la mosquée Al-Aqsa, dans un climat déjà marqué par une escalade des tensions.

Cette incursion survient au lendemain de la visite controversée d'Itamar Ben Gvir, ministre israélien de la Sécurité nationale et figure de l'extrême droite, qui s'était rendu sur le site sacré accompagné de colons. Lors de cette visite, Ben Gvir avait participé à des prières et à des rituels talmudiques aux côtés de militants extrémistes, sous les applaudissements et les chants. Il s'agissait de sa deuxième intrusion en moins d'une semaine, portant à seize le nombre de ses visites à Al-Aqsa depuis son entrée en fonction en 2023. Pourtant, la période de fermeture forcée de quarante jours, justifiée par une prétendue « situation d'urgence », est désormais terminée. Malgré cela, les provocations se multiplient, révélant une volonté délibérée de modifier le statu quo du site, de réduire la souveraineté islamique sur le lieu saint et d'en altérer les caractéristiques historiques et juridiques.

Face à cette escalade, le mouvement Hamas a lancé un appel pressant aux Palestiniens pour qu'ils se rendent massivement à Al-Aqsa et y maintiennent une présence permanente, afin de contrer les projets de l'occupation et des colons.



Le Hamas a également appelé le monde arabe et islamique à se mobiliser pour protéger le lieu saint et à agir afin de mettre fin à sa profanation et aux tentatives de le judaïser. Il a enfin exhorté la communauté internationale à assumer

ses responsabilités face à ces violations répétées. La situation à Al-Aqsa reste donc un baromètre des tensions en cours, alors que chaque incursion ravive les craintes d'une déstabilisation plus large. ■

CRISE AU MOYEN-ORIENT

Le PNUD prévoit un impact dévastateur sur les pays en développement

Plus de 32 millions de personnes dans le monde risquent de basculer dans la pauvreté en raison des répercussions économiques du conflit au Moyen-Orient, averti ce lundi le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), prévoyant que les pays en voie de développement seront les plus touchés. Dans un rapport, le PNUD a indiqué que l'économie mondiale était confrontée à « un triple choc » affectant les secteurs de l'énergie, de l'alimentation et de la croissance économique, et que le conflit au Moyen-Orient « compromet les acquis réalisés en matière de développement dans le monde et que son impact devrait varier selon les régions ». Pour faire face à cette situation, le PNUD préconise la mise en place de transferts financiers ciblés et temporaires au profit des populations les plus vul-



nétables dans les pays en voie de développement, pour un coût estimé à près de 6 milliards de dollars. À cet égard, le directeur du PNUD, Achim Steiner (ou responsable cité selon contexte), a indiqué que « les effets à long terme de ce conflit seront particulièrement ressentis

dans les pays les plus pauvres, où de nombreuses personnes risquent de retomber dans la pauvreté ». Il a également souligné la nécessité d'une réponse internationale coordonnée pour soutenir les pays les plus affectés par ces répercussions économiques. ■